

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME S'EFFONDRE, LA CLASSE OUVRIERE EN FAIT LES FRAIS

■ Partout dans le monde, l'hydre de la récession impose ses terribles ravages. Malgré les discours optimistes des politiciens bourgeois qui nous promettaient la reprise économique après la guerre du Golfe, l'aggravation catastrophique de la crise secoue avec violence les pays les plus développés qui se débattent comme des diables pour enrayer l'effondrement économique. La bulle fantastique du crédit qui a gonflé démesurément pendant les années 80 est en train de leur exploser dans les mains, mettant à nu leur incapacité à contrôler la faillite du système capitaliste tout entier, et leurs mensonges sur la possibilité d'une soi-disant reprise de la machine économique. Toutes les mesures, toutes les politiques de choc et les torsions que les bourgeoisies nationales imposent au fonctionnement de leurs économies ne font qu'aggraver toujours plus le marasme et l'anarchie, et tous les accords commerciaux entre elles ne font qu'exacerber la férocité de la guerre commerciale qui les oppose.

Ainsi, les négociations du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), chargé de "réglementer le commerce mondial", en fait lieu d'un affrontement euro-nippo-américain sans merci, révèlent un niveau de tensions encore jamais vu, à la mesure des enjeux économiques et militaires imposés par la situation présente.

Les économistes du FMI prévoient qu'il n'y aura pas de croissance avant au moins trois ans, et encore, et qu'il ne faudra pas "compter, au cours des prochaines années, sur les grands pays industriels pour tirer la croissance" (Michel Camdessus, directeur général du FMI à "L'Express"). Alors sur qui ?

Ce qui est certain, par contre, c'est la mise sur pied de programmes de licenciements gigantesques pour tous les ouvriers sur la planète et dans les pays les plus développés.

Parce que c'est la classe ouvrière qui va faire les frais de l'aggravation de la concurrence capitaliste entre Etats. Car pour être plus compétitif, chaque capital national va pousser

à "l'assainissement" de son économie, à "restructurer" les entreprises, c'est-à-dire à pressurer toujours plus les ouvriers pour faire face à l'accélération de la guerre commerciale. Les attaques anti-ouvrières, la misère, le chômage s'accroissent déjà brutalement et vont encore plus fortement frapper les prolétaires, pas seulement dans les pays du tiers-monde ou dans les pays de l'Est, mais aussi dans les plus développés comme les Etats-Unis, le Japon et les pays d'Europe occidentale, où les programmes draconiens de licenciements s'accumulent les uns derrière les autres.

LES ETATS-UNIS, "LOCOMOTIVE" DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

Ainsi, dans la première puissance économique mondiale, aux USA, 10% de la population active, 8,9 millions d'ouvriers et d'employés, sont d'ores et déjà au chômage; en moins d'un an et demi, celui-ci a augmenté de 2,5 millions. Contrairement aux discours de Bush qui invente la "fin de la récession" pour les besoins de sa campagne électorale, ces chiffres en annoncent d'autres bien pires, au vu de la situation économique dramatique dans laquelle se démène le capital américain, dont le déficit budgétaire atteint le sommet de 400 milliards de dollars. Après les banques, les caisses d'épargne et les assurances, piliers du système financier yankee en plein marasme, qui se sont effondrées par centaines, et ont jeté au chômage du jour au lendemain des dizaines de milliers d'employés, l'industrie automobile et les industries de pointe annoncent plan de licenciements sur plan de licenciements (voir RI N° 209 et N° 210).

Pour le seul mois d'octobre 1991, 132 000 emplois avaient été perdus dans l'industrie manufacturière, 47 000 dans le commerce de détail, et 29 000 dans la construction.

Un géant comme ATT (American Telephone and Telegraph), dont les "restructurations" du milieu des années 80

avaient jeté des dizaines de milliers d'ouvriers à la rue, prévoit 14 000 suppressions d'emploi pour fin 1993; General Motors, la première entreprise capitaliste du monde, 74 000, c'est-à-dire 20% de ses effectifs, pour les quatre ans à venir, suite encore aux coupes claires de ces dernières années, en plus des milliers de licenciements chez Ford, Chrysler, etc. Dans l'industrie informatique, IBM en est à 49 000 licenciements pour 1991 et 1992. United Technologies, autre monstre dans un secteur de pointe, élimine 14 000 emplois (voir RI n°209).

Ainsi, les ouvriers de l'économie la plus forte du monde, du pays "le plus riche", vont subir des attaques redoublées, et d'autant plus violentes que la bourgeoisie américaine va faire le forcing pour conserver le leadership international, sur le dos de sa propre classe ouvrière.

LA CLASSE OUVRIERE D'EUROPE OCCIDENTALE AU CENTRE DE LA TOURMENTE

Dans la course folle au profit qui s'engage entre les plus gros requins capitalistes, les bourgeoisies de la vieille Europe sont aussi au créneau, et ne sont pas moins virulentes quand il s'agit de faire passer des plans d'austérité draconiens, confrontées qu'elles sont à la plongée de toute l'économie mondiale dans la récession.

En Suède, un des ex-fleurs du Welfare-State (Etat-providence tant vanté jusqu'aux années 70), les fameuses usines automobiles Saab, qui travaillent aussi pour l'aéronautique et l'industrie d'armement, réduisent leurs effectifs de 30%; tout le système bancaire y est en pleine déconfiture (tout comme en Finlande et en Norvège), et des licenciements, d'une ampleur jusqu'alors inégalée dans ce pays, sont en préparation.

En Grande-Bretagne, le chômage frappe 2,6 millions d'ouvriers, ce qui ne s'était encore jamais vu. Les licenciements

(SUITE PAGE 5)

EX - URSS

AUJOURD' HUI, UN CHAOS INOUI DEMAIN, LA GUERRE

■ Chaque jour davantage, le territoire de l'ex-URSS, véritable fumier du capitalisme en décomposition, nourrit la guerre. Non seulement on ne compte plus les morts parmi les Arméniens et les Azéris dans le conflit qui les oppose à propos du Haut-Karabakh, et dont la bataille d'Agdam a constitué le dernier épisode sanglant, mais déjà, ailleurs, d'autres affrontements s'intensifient. Ainsi, tout près, en Géorgie, le nouvel homme fort, Chevardnadze, l'ex-complice du prix Nobel de la paix Gorbatchev, est en guerre ouverte contre le potentat déchu Gamsakhourdia. Ici aussi, massacres et populations terrorisées, coincées qu'elles sont entre les différentes cliques. Idem en Moldavie, les premiers morts sont tombés chez les partisans russophones de la région du Dniestr et les indépendantistes plus enclins à se rapprocher de la Roumanie.

De même en Russie, d'autres bagarres meurtrières sont en germe. Tout récemment, les quatre millions de Tatars se sont prononcés pour leur souveraineté à l'instar des Tchétchènes.

LA CONSTITUTION D'ARMEES NATIONALES SIGNE LA FIN DE LA CEI

Pourtant, malgré l'horreur tout ces belligérances nationalistes sont porteuses, le pire n'est pas encore advenu. Et pour cause, toutes ces luttes périphériques n'ont pas jusqu'à présent mis aux prises des républiques comme la Russie, l'Ukraine ou bien encore le Kazakhstan dont les

puissances de feu nucléaire sont proprement hallucinantes. Qu'à cela ne tienne, elles en constituent l'effroyable signe avant-coureur.

En effet, preuve en est le sommet de Kiev qui s'est déroulé le 20 mars dernier. Si la rencontre d'Alma-Ata, en décembre 1991, entérinait la disparition de l'URSS, celle qui vient de s'achever dans la capitale ukrainienne met un terme, certes officieux mais non moins réel, à son avorton, l'éphémère CEI. Cela est particulièrement manifeste en ce qui concerne la question des forces armées communes, pierre angulaire du projet de la nouvelle union. Celui-ci est désormais totalement battu en brèche. Pour exemple, la déclaration du ministre ukrainien de la défense, Bachkiov, qui, jeudi 19 mars, juste avant la conférence, indiquait clairement que cette idée de défense commune était "irréaliste", car "la CEI n'est pas un Etat, mais une union de pays indépendants (entendez rivaux !)" (extraits de "Libération" du 20/03).

La CEI n'aura donc en aucune façon posé les premières briques d'un nouvel édifice politique garantissant un minimum de stabilité sur les ruines de la défunte URSS. En quelque sorte, elle a plutôt représenté dans la chute une phase transitoire, au cours de laquelle la seule préoccupation de ses adhérents était de se partager la dépouille de l'empire. Mais le banquet des nécrophages est terminé, ou, plutôt la curée des charognards tourne mal. Rien d'étonnant à cela. Comme nous l'écrivions dès février "...La création de cette prétendue communauté d'Etats indépendants ne pouvait

que porter avec elle l'exacerbation des rivalités économiques, politiques et militaires entre les différentes républiques signataires des traités de Minsk et Alma-Ata, car les fondements sur lesquels s'est constituée cette CEI étaient pourris dès le début. La seule promesse d'avenir que peut offrir la CEI, c'est bien celle d'un enfoncement de toute cette partie du monde dans une barbarie guerrière démentielle où les armements nucléaires risquent d'être utilisés tous azimuts." (RI n° 209.) L'évolution de la situation là-bas confirme pleinement cette analyse.

Déjà courant février, la Biélorussie, la Moldavie et l'Azerbaïdjan constituaient leur propre armée nationale. En mars, c'était au tour du Kazakhstan, de l'Ukraine et de la Russie.

(SUITE PAGE 3)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE	
. Yougoslavie.....	p. 2
. Afrique du Sud.....	p. 2
. Turquie : 300 ouvriers sacrifiés.....	p. 2
. Accident nucléaire en Russie.....	p. 3
MANOEUVRES ANTI-OUVRIERES	
. Allemagne.....	p. 4
. Espagne.....	p. 4
. France.....	p. 5
FRANCE	
. Le Pen, un épouvantail au service de l'Etat démocratique.....	p. 7
. Le terrain électoral n'est pas celui de la classe ouvrière.....	p. 7
. ALGERIE : 30 ANS APRES.....	p. 6



LES SYNDICATS SE PREPARENT A SABOTER LES LUTTES (pages 4 & 5)

YOUGOSLAVIE LA BOURGEOISIE MONDIALE NE CONNAIT QU'UNE REPONSE AU CHAOS : LA GUERRE

■ La Yougoslavie ne fait plus la une des journaux bourgeois et les responsables politiques qui ne cessaient de s'agiter autour de ce pays sont aujourd'hui très discrets. Et pourtant, non seulement l'horreur et la barbarie continuent de s'y manifester mais de plus, en ce moment même, les troupes de l'ONU, soit 14 000 hommes en armes, dépêchés notamment par les "grandes démocraties", sont en train de s'y déployer.

Souvenons-nous pourtant du battage incroyable que la bourgeoisie, il y a quelques mois, nous assénait quotidiennement à propos de la destruction de villes comme Vukovar, tout en faisant le silence sur les dizaines de milliers de cadavres qui jonchaient le terrain. Souvenons-nous aussi des lamentations hypocrites qui avaient accompagné la "courageuse mobilisation" de quelques intellectuels autour de Dubrovnik, ce "joyau de la civilisation", cet "héritage de l'histoire de l'humanité", qu'il fallait à tout prix sauver. A en croire tous ces manipulateurs d'opinion, il ne se passe plus grand-chose sur les rives de l'Adriatique.

LA YOUGOSLAVIE CRAQUE DE PARTOUT

Depuis le mois de février, il paraît que les efforts conjoints des Européens et des Américains auraient réussi à imposer le cessez-le-feu en Croatie. Si les combats ont continué à se poursuivre en Slavonie, si Sibenik, Zadar, Biograd ou Dubrovnik sont régulièrement bombardés par l'armée "fédérale", cela n'est, semble-t-il, pas très important, puisque, d'après les autorités de Belgrade, *"il n'y a pas de violation grave du cessez-le-feu"*. On voudrait être rassuré. Et si, à la mi-février, la situation s'est dégradée encore un peu plus depuis que l'enclave serbe en Croatie, la Krajina, s'est autoproclamée indépendante contre l'avis même de Milosevic, cela ne mérite pas considération, selon tous ces menteurs qui nous informent.

Mais voilà, dès le début mars, ce n'est plus seulement la Croatie qui est à feu et à sang. La Bosnie-Herzégovine est, à son tour, entrée dans la même spirale macabre. Cette république, qui avait, en principe, proclamé son indépendance en octobre dernier, est aujourd'hui en train de s'enfoncer dans la guerre civile. Chacune des ethnies qui la composent - les Musulmans, les Croates et les Serbes - forme ses milices et s'arme. Chaque village et, dans les villes, chaque quartier, deviennent des camps retranchés. Les attentats se multiplient et même Sarajevo, la capitale, a connu des journées sanglantes avec des barricades.

Encore une fois, les grandes bourgeoisies européennes ont proposé leur médiation, mais rien n'y a fait, au contraire. Quand elles ont proposé aux Bosniaques un référendum au sujet de l'indépendance, celui-ci, loin de faire tomber la tension qui couvait entre les différentes ethnies, n'a servi qu'à mettre le feu aux poudres : si les fractions musulmane et

croate sont dans leur majorité favorables à l'indépendance, les Serbes, eux, sont violemment contre et l'ont exprimé par les armes. Et quand la CEE a cherché à concilier les différentes parties en jouant aux médiateurs dans la réorganisation de la Bosnie-Herzégovine sur une "base ethnique", en d'autres termes dans le partage du gâteau, elle a montré une nouvelle fois son impuissance. Ce sont des déchirements encore plus sordides et barbares entre les différentes factions bourgeoises locales qui en ont résulté. Chacun, aujourd'hui, cherche à se tailler la part du lion et, comme disent pudiquement (et hypocritement) les journaux bourgeois, les *"incidents"* dans des *"zones litigieuses"* se sont multipliés comme à Mostar, à Gorazde ou à Bosanski Brod. Et pour ne rien arranger, l'armée "fédérale", ou tout au moins certains de ses généraux, prend parti, aux côtés de la minorité serbe bien sûr, et concourt à envenimer encore un peu plus la situation. De plus, les autorités de Belgrade et leur armée ne sont pas près d'abandonner toute l'industrie d'armement (40 % de celle de l'ex-Yougoslavie) concentrée dans cette république. Ainsi, chaque jour qui passe voit la Yougoslavie craquer de toutes parts, s'enfoncer dans un chaos incroyable qui s'étend progressivement à l'ensemble du territoire. Pour preuve, les combats meurtriers qui se déroulent actuellement entre l'armée de Belgrade et les forces croates dans la ville d'Osijek, malgré la présence des forces de l'ONU déjà déployées.

LES FORCES DE L'ONU : UNE NOUVELLE AVENTURE GUERRIERE DES GRANDES PUISSANCES

Ainsi, la Forpronu (Force de protection des Nations unies) s'est constituée et se déploie aujourd'hui sur le terrain. Ainsi, les "grands démocrates", comme on veut nous le faire croire, se donnent les moyens et comptent intervenir, s'il le faut par la force, pour ramener la paix dans le pays. Comme nous l'a clairement laissé entendre le ministre, "socialiste", Joxe, il s'agit bien d'une *"force d'interposition"*, qui n'est pas là pour observer mais pour agir ; et dans les couloirs de l'ONU n'a-t-on pas averti qu'il s'agissait d'une *"opération extrêmement risquée"*. Aujourd'hui, les dirigeants américains et européens cherchent à faire passer cette intervention pour "une entreprise humanitaire", alors qu'il s'agit une nouvelle fois d'une aventure guerrière dans laquelle ils se lancent. Au chaos qui s'installe aux quatre horizons de la planète, les puissants qui dominent le monde capitaliste en décomposition ne savent répondre que par la force brutale, qu'en imposant leur loi et une barbarie toujours plus meurtrière. Ce n'est pas la "paix" qu'ils recherchent, c'est le maintien de l'ordre capitaliste qu'ils font tout pour préserver, alors que celui-ci s'effondre de toutes parts. C'est à cette nécessité vitale pour leur système qu'ils cherchent à répondre en multi-

pliant les forces d'interposition : aujourd'hui ce sont 14 000 hommes qui sont allés se battre en Yougoslavie, demain ils en prévoient 22 000 au Cambodge. C'est ce qu'ils appellent *"le droit d'ingérence internationale dans les affaires intérieures"* et qu'ils cherchent à faire accepter à la classe ouvrière. Pour faire passer la pilule, ils drapent leurs intentions de discours pacifistes et humanitaires. Il ne faut pas oublier que c'est de cette manière qu'ils ont préparé et justifié leur gigantesque croisade sanguinaire et destructrice contre l'Irak.

Cette nouvelle aventure militaire des grandes puissances militaires, à travers la Forpronu, en appelle d'autres parce que c'est la seule logique que peut avoir la bourgeoisie aujourd'hui, d'autant plus que son système décadent prend l'eau de partout.

Que le capitalisme se révèle ainsi comme un système moribond est une chose, mais que, dans sa barbarie, il entraîne l'humanité et en particulier la classe ouvrière en est une autre. Car c'est bien de cela qu'il s'agit en ce moment en Yougoslavie : comme hier dans le Golfe, aujourd'hui, ce sont bien des enfants d'ouvriers qui partent au front. La bourgeoisie française, avec à sa tête les "socialistes", se permet même d'impliquer plus de 400 jeunes appelés dans le contingent qu'elle fournit à l'ONU, ce qu'elle n'avait pas osé faire pour la guerre du Golfe et ce qui n'était pas arrivé depuis la guerre d'Algérie. Joxe a bien évidemment cherché à rassurer les familles en jurant ses grands dieux que les "pioupiou" ne seraient utilisés que pour des "missions de transport". Mais ce ministre bourgeois va-t-en guerre n'en est pas à une sornioiserie près. Lui et les siens n'ont qu'un but : habituer la classe ouvrière à voir ses enfants aller se faire massacrer et cela sans réagir. Voilà pourquoi, essentiellement, les médias bourgeois sont plus discrets aujourd'hui sur ce qui se passe en Yougoslavie, et surtout sur ce que les troupes de l'ONU y font concrètement. La classe ouvrière ne doit pas se faire d'illusions et se laisser endormir par les discours pacifistes de ceux qui la gouvernent. C'est elle qu'ils sollicitent et qu'ils vont solliciter de plus en plus pour leurs expéditions impérialistes.

Elle doit encore moins se laisser avoir par leurs pseudo-intentions "humanitaires". Ce sont les Kouchner avec leurs belles paroles sur "le respect des droits de l'homme" et avec leurs négociations pour ouvrir des "couloirs humanitaires" qui préparent le terrain aux militaires et à leurs interventions armées.

C'est eux que le prolétariat doit démasquer s'il ne veut pas être manipulé. C'est leur classe toute entière qu'il doit combattre s'il ne veut pas être battu, soumis et embrigadé. C'est leur système pourrissant et barbare qu'il doit détruire, s'il ne veut pas être détruit, et avec lui l'humanité toute entière.

JE

AFRIQUE DU SUD "L'Apartheid n'est plus qu'un mauvais souvenir" ...mais le cauchemar continue

■ Le 17 mars 1992, le "oui" l'a emporté au referendum pour "une Afrique du Sud démocratique et multi-raciale", c'est-à-dire la politique de mise en place du "suffrage universel" en vue d'"élections démocratiques", et la reconnaissance officielle de la collaboration du "pouvoir blanc" avec les organisations de l'"opposition noire", en particulier le Parti National de De Klerk et l'ANC de Mandela.

Cet événement est d'abord et avant tout une nouvelle occasion pour la propagande politico-médiatique actuelle, au niveau international, d'alimenter le battage idéologique constamment martelé sur les bienfaits de la "démocratie".

En cachant autant que possible la perspective de l'accroissement de la misère, du chômage et de la répression, en minimisant les conséquences dramatiques des affrontements sanglants entre les différents clans, qui se disputent les miettes du gâteau des profits capitalistes mis à mal par la crise, cette propagande s'adresse d'abord et avant tout au prolétariat et à la population des grands pays industrialisés. Elle vise à prévenir et enrayer toute prise de conscience de la faillite définitive du capitalisme dans son ensemble, en présentant toujours et encore la "démocratie" comme, sinon le meilleur, au moins le moins mauvais des régimes politiques, et le seul possible. La fin de l'Apartheid, le système de ségrégation raciale en Afrique du Sud, constituerait donc une nouvelle "preuve" que seule la "démocratie" peut répondre aux aspirations à plus de justice et d'égalité. Et ceux qui, de plus en plus sceptiques sur la réalité des bienfaits des règles du jeu politique dans les "grandes démocraties", seraient tentés de se poser des questions, sont priés de ranger leurs doutes au placard et d'accepter sans sourciller ces règles du jeu.

Tout cela est une nouvelle fois un mensonge. Derrière l'écran de fumée de la "fin de l'Apartheid", ce n'est pas une meilleure situation qui se profile. C'est en réalité le chaos mondial, dans lequel est déjà plongée quasiment toute l'Afrique, qui frappe aux portes de l'Etat le plus puissant de ce continent. La fin de l'Apartheid n'y changera rien.

L'accession à une "Afrique du Sud démocratique" est à l'"Apartheid" ce que la "libéralisation" dans les pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS est au stalinisme. Dans les deux cas la classe dominante, la classe des exploités est obligée de se débarrasser de formes inadaptables d'organisation de l'appareil d'Etat capitaliste face aux ravages de la crise. Dans les deux cas, la propagande dominante s'empare de la situation pour alimenter son idéologie de défense de la "démocratie". Et si le thème est différent, le mécanisme est le même : brandir les caricatures les plus grossières de la dictature capitaliste, pour un même but : justifier et appeler à défendre et se soumettre à la forme "démocratique" de cette même dictature du capital.

Et, comme dans les pays de l'ex-bloc de l'Est depuis presque trois ans, la "démocratisation" ne mène pas à la paix, à la prospérité et à la liberté promises, mais à toutes les conséquences de plus en plus dramatiques du pourrissement de tout le système capitaliste : misère, famine, insécurité, multiplication des divisions régionalistes, nationalistes, religieuses, ethniques, "communautaires", entraînant la multiplication de combats armés et de bains de sang.

C'est eux que le prolétariat doit démasquer s'il ne veut pas être manipulé. C'est leur classe toute entière qu'il doit combattre s'il ne veut pas être battu, soumis et embrigadé. C'est leur système pourrissant et barbare qu'il doit détruire, s'il ne veut pas être détruit, et avec lui l'humanité toute entière.

Avant même l'enterrement cérémonieux de l'Apartheid, la classe ouvrière a déjà goûté aux moeurs des forces politiques qui vont être engagées dans le "processus démocratique" : des centaines de morts dans les affrontements entre les organisations "noires" rivales de l'Inkhata et de l'ANC, avec le Parti National au pouvoir jouant tantôt l'Inkhata (1), tantôt l'ANC, avec le Parti Conservateur et le Mouvement de Résistance Afrikaner soutenant, en sous-main ou ouvertement, des bandes para-militaires, avec, dans tous les camps, de multiples gangs qui pratiquent le racket et l'assassinat.

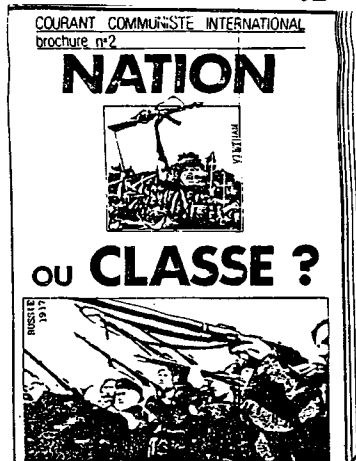
A l'exception de quelques extrémistes qui représentent une minorité aujourd'hui, et servent d'épouvantails, toutes les forces politiques de la bourgeoisie, quelle que soit leur "couleur", s'accordent sur la nécessité de la "fin de l'Apartheid". Au plan international, après avoir pendant des années soutenu le régime de Prétoria, et collaboré sans états d'âme avec le capital national sud-africain, tous sont également d'accord pour condamner l'ancien système et soutenir le "processus démocratique".

Mais en Afrique du sud comme partout, la situation ne pourra qu'empirer. La "démocratisation" n'est déjà et ne sera que la couverture au niveau idéologique d'une décomposition et d'une putréfaction du capitalisme et des formes de sa domination au niveau social, économique et politique, avec en particulier le danger pour la classe ouvrière d'être entraînée encore plus dans des affrontements entre fractions de la bourgeoisie, dans des luttes fratricides encore plus meurtrières.

MG

(1) Voir l'"Inkhatagate", scandale ainsi nommé par allusion à l'Iranganate, parce qu'il a dévoilé l'appui du Parti National au pouvoir à l'Inkhata zoulou.

Lisez
notre brochure :



TURQUIE 300 ouvriers sacrifiés pour le profit de la bourgeoisie

■ Le 3 mars, suite à un coup de grisou dans la mine de Kozlu près de Zonguldak en Turquie, 300 mineurs présents sur le lieu de leur sinistre exploitation, ont été enterrés vivants ou transformés en torches humaines dans l'incendie des galeries de la mine.

Voilà le visage sans fard du système capitaliste, toujours plus immonde, toujours plus meurtrier, qui emporte dans sa course folle de plus en plus de vies humaines en les intégrant dans les colonnes des pertes et profits. En effet, avec un cynisme insupportable, la bourgeoisie intègre clairement le nombre de morts nécessaires à sa production : *"En Turquie, pour une production d'un million de tonnes de charbon on compte ainsi 18 morts."* ("Libération" du 6 mars 92)

D'ailleurs, il faut savoir que malgré l'extrême précarité du système de sécurité qui n'existait pas dans un bon nombre de galeries, quelques heures avant cette catastrophe, la présence d'une concentration anormale de gaz avait été signalée mais n'avait pas justifié l'arrêt de la production et la remontée des ouvriers. L'existence d'un système de sécurité valable ainsi que l'arrêt de la production revêtaient un coût trop élevé dans l'exploitation de la mine. Pour les mêmes raisons, les opérations de secours ont été suspendues moins de 24 heures après l'accident. Et on se souvient que, sur ce site, le dernier accident en 83 avait déjà fait plus de 100 morts !

Et il n'y a pas qu'en Turquie ; à chaque instant le capitalisme mutile et tue, encore et toujours. Cet ignoble système fondé sur la recherche effrénée du profit et le mépris de la vie humaine ajoute à tout moment des victimes parmi les prolétaires. Et quand la bourgeoisie nous abreuve de ses discours aux accents soi-disant "humanitaires" et qu'elle mène à grand renfort de médias d'énormes campagnes sur "les droits de l'homme", c'est pour mieux nous faire oublier la pourriture de son système d'exploitation qui, non seulement jette chaque jour sur le pavé des masses croissantes d'ouvriers, mais broie au nom du profit capitaliste la vie de ceux qui ont encore "la chance d'avoir du travail".

LN

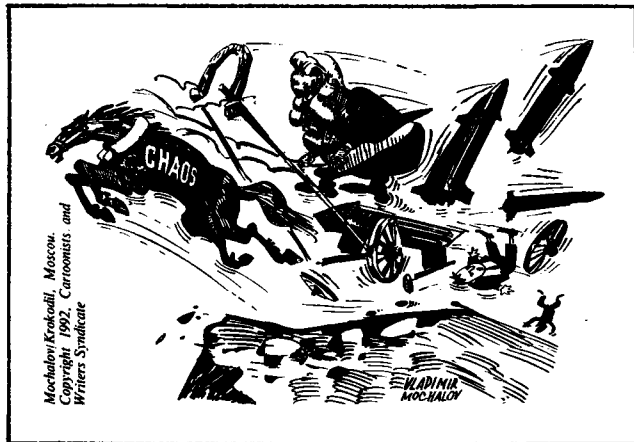
Ex-URSS AUJOURD'HUI UN CHAOS INOUI, DEMAIN LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Ainsi, le dirigeant kazakh, Nazerbaïev, vient-il de refuser explicitement le transfert des 104 missiles intercontinentaux SS 18 équipés de 10 ogives nucléaires que l'ex-armée Rouge a enfouis dans le sol de son territoire. De fait, ce pays de 17 millions d'habitants où 70 % des Kazakhs sont des paysans pauvres devient la troisième puissance atomique mondiale ! Comme l'affirme Nazerbaïev, le "sultan radieux" (plutôt irradiant) : "La Russie ne fait peut-être plus peur à l'Occident, mais à nous, si !" ("Libération" du 16 mars 1992.)

Les relations entre ces deux Etats sont d'autant plus inquiétantes que cette république était l'une des plus riches en ressources naturelles de l'ex-URSS : son sous-sol renferme 6 % des ressources minérales connues de toute la planète, sans parler des champs de céréales. Qui plus est, 40% de sa population est composé de Russes et Eltsine, qui se présente comme le protecteur des Russes vivant hors de Russie, n'hésite déjà pas à s'en servir comme prétexte pour faire valoir les visées impérialistes de son Etat sur la région. Un officiel kazakh le reconnaît d'ailleurs : "La survie de l'Etat kazakh est très incertaine. Il serait très facile à la Russie de faire exploser le pays en y déclenchant une guerre civile." (Même source, 16 mars.) Bref, ça sent la poudre.

Début mars, de manière parallèle, l'Ukraine a adopté une attitude semblable vis-à-vis de la question de l'arsenal nucléaire déployé sur son sol. Non seulement une armée nationale vient d'être créée, mais elle aussi refuse de rapatrier ses missiles en Russie. Les Ukrainiens, via Kravtchouk, arguent avant tout de l'incapacité technique qu'ont les Russes de les dénucléariser. Si cela n'est pas faux, fondamentalement, c'est parce qu'ils ne souhaitent en aucun cas se désarmer, a fortiori si cela accroît le potentiel militaire de leur ennemi direct. On l'a vu (dans "RI", n° 208 à 210), les différends qui opposent la Russie, deuxième puissance nucléaire mondiale, et l'Ukraine, quatrième, à propos de la flotte de la mer Noire et de la Crimée sont lourdes de conséquences pour le moins explosives.



..ET L'ENFONCEMENT DANS LA BARBARIE

Enfin, bien sûr et surtout, en face, les Russes ne sont pas en reste. Lundi 16 mars, un ministère russe de la Défense était créé, sous le contrôle direct d'Eltsine. Ainsi, après avoir essayé de mettre la main sur le maximum d'armes appartenant à feu-l'Union Soviétique, et plutôt qu'exercer un commandement militaire, finalement très théorique, sur la CEI, la Russie se dote et renforce dès maintenant une armée presque exclusivement russe, donc plus homogène, forte de 1,5 million d'hommes, de 70 % des officiers de l'ex-URSS et d'environ 80 % de son potentiel atomique. Moins nombreux ne veut pas dire moins efficace. Il est évident qu'en la circonstance, vue de Moscou, cette armée est nettement plus opérationnelle que ne l'était celle de la CEI, traversée par tous les nationalismes.

A un autre niveau, si tous ces Etats refusent de se séparer de leur terrifiante force de frappe, c'est qu'outre son indispensable nécessité en cas de conflit, elle peut également servir de monnaie d'échange. Non seulement on peut en vendre une partie, et c'est ce qu'Alma-Ata, la capitale kazakh, a fait vis-à-vis de l'Iran tout récemment (1), mais en plus, cette véritable épée de Damoclès peut tout à fait servir de moyen de chantage sur ceux qui peuvent encore un minimum payer : les Etats occidentaux.

Tous les ingrédients sont donc réunis pour une amplification du chaos et le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ensemble de la bourgeoisie internationale s'inquiète de la tournure que prennent les événements à l'Est.

Les bourgeoisies américaine et européennes, tout particulièrement ces dernières, étant donné la proximité géographique, craignent deux catastrophes majeures : un dérapage nucléaire dont tout le monde pâtirait et l'arrivée massive, incontrôlable, de millions de migrants fuyant l'Europe de l'Est qui en résulterait. De tels phénomènes ne pourraient constituer une fois de plus qu'un puissant coup d'accélérateur de la politique du chacun pour soi, du sauve-qui-peut.

Quoi qu'il en soit, dans tous les cas de figures, la disparition de l'URSS capitaliste et de son avatar, la CEI, n'est sûrement pas synonyme de paix. Tout au contraire, au pas cadencé, le déchaînement du chaos se profile !

Greg

(1) Selon l'hebdomadaire allemand "Stern", qui se réfère à des "informations des services du renseignement" de Bonn, Téhéran aurait acquis deux ogives nucléaires et des missiles de moyenne portée. Téhéran ne dispose toutefois pas des codes permettant d'activer les ogives, précise "Stern". Pas très rassurant tout de même. D'autre part, 49 bâtiments de la flotte de la mer Noire auraient été vendus par la Russie, notamment à l'Uruguay.

CENTRALE NUCLEAIRE DE SOSNOVY BOR

Une nouvelle catastrophe capitaliste

■ Mardi 24 mars, un accident classé niveau 3 sur l'échelle de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), qui en compte 7, intervenait dans la centrale nucléaire de Sosnovy Bor, à 80 km à l'ouest de la ville de St Petersburg. Cette agglomération, et les près de 8 millions d'habitants qui la composent, ont donc frôlé une nouvelle catastrophe de type Tchernobyl. Car en effet plus que jamais le parc des centrales atomiques de la défunte URSS s'apparente à un jeu pour le moins dangereux : la roulette russe.

Actuellement dans l'ex-Union, c'est plus d'une quinzaine de centrales, modèle RBMK particulièrement vétustes, mises au point dans les années 50, et très utiles du point de vue militaire car fournissant du plutonium servant à la fabrication des bombes, qui sont encore en service. Sans enceinte de confinement pouvant retenir d'éventuelles émanations radioactives, elles sont autant de véritables bombes à retardement toutes aussi mortelles que les missiles et autres engins de guerre dont le sol du pays est truffé. Pire peut-être, dans la mesure où en la circonstance nul besoin de deux adversaires pour les faire péter. Leur état de délabrement avancé et la persistance de leur utilisation y suffisent.

Ainsi, pour l'année 1991, l'administration centrale soviétique chargée de ce dossier a enregistré près de 270 arrêts nécessaires dans ses centrales. Bien sûr, encore s'agit-il là de chiffres officiels très en deçà de la réalité. Par exemple, c'est seulement 8 heures après que le siège de l'AIEA à Vienne a reçu un fax lui signalant l'incident survenu à Sosnovy Bor. De même, nombre de situations critiques n'entraînent pas forcément l'arrêt des centrales. Eh oui ! L'indigence énergétique est telle aujourd'hui dans l'ex-URSS qu'on prend le risque inouï d'utiliser tous ces Hiroshima en puissance. Comme le relate un article du "Business Week" paru dans "Courrier International" n°73, malgré les alertes rouges, la centrale d'Ignalina dans l'est de la Lituanie n'en finit pas de fonctionner, consignes obligent. En outre, si les techniciens

prenaient sur eux d'arrêter les réacteurs, c'est de leur prime trimestrielle dont ils devraient se passer ! Quand on sait combien sévit la disette là-bas, toutes les normes élémentaires de sécurité sont donc bien sûr allègrement franchies.

Et qui d'autre que le capitalisme est responsable de cette situation ? Personne ! Non seulement c'est lui qui en Union Soviétique a construit ces centrales pour les besoins de son industrie d'armement au mépris de toute règle de sécurité, mais c'est encore lui qui dans sa décomposition est désormais totalement incapable de les maîtriser ne serait-ce qu'en les entretenant un minimum.

Vu l'état de déliquescence économique et politique que connaissent tous les Etats de la CEI, aucun d'entre eux n'est en mesure de les rénover (les pièces détachées ne sont même plus fabriquées). Selon l'entreprise allemande Siemens, il faudrait débloquer un minimum de 7,5 milliards de dollars pour financer l'opération ; or seules les bourgeoisies occidentales peuvent payer. Mais une nouvelle fois l'aberration du système capitaliste se vérifie. Personne ne veut payer, alors que la population mondiale est menacée. Pour preuve, la centrale bulgare de Kozlodouy sur le Danube, la plus dangereuse de toutes : sa réfection impérieuse, estimée à 565 millions de francs français n'a toujours pas commencé. Alors pour ce qui est des centrales russes on peut toujours attendre ! Toutefois, il ne faut pas se leurrer ; l'exemple des centrales russes n'est que la caricature de ce qui se passe déjà à l'Ouest. Certes, ici, l'état de délabrement n'a pas encore atteint ce niveau, mais il s'en rapproche. Rappelons que pratiquement toutes les enceintes de confinement des centrales françaises sont fissurées, et que l'ensemble des matériaux résistent beaucoup plus mal que prévu, faute de crédits. L'exemple de Three Miles Island, il y a une quinzaine d'années, aux USA, l'atteste.

Greg

Lisez notre brochure :

• Cette brochure s'inscrit directement dans le combat que doivent mener les révolutionnaires contre les campagnes mensongères de la bourgeoisie visant à faire croire aux ouvriers que l'effondrement du stalinisme serait celui du communisme. Constituée à partir d'articles parus dans la presse du CCI, elle développe en particulier les points suivants :

- Le stalinisme, en tant que régime politique, n'est que la forme particulière prise par le pouvoir du capital en Russie suite à la défaite de la grande vague révolutionnaire qui a secoué le monde au lendemain de la première guerre mondiale. Si les régimes staliens, face aux coups de boutoir de la crise économique mondiale, se sont effondrés les premiers, cela n'est dû qu'à des spécificités les rendant plus vulnérables face à celle-ci, et non pas à une quelconque différence de nature.

- Le stalinisme a été l'artisan de la contre-révolution en Russie où il s'est imposé par la répression systématique et massive de la classe ouvrière, par l'élimination au sein du parti bolchevik de ceux qui avaient été les principales figures d'Octobre 1917. Partout dans le monde, il a été, dans les années 30, à travers les PC, le bras armé de la contre-révolution parmi les rangs du prolétariat.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie, des PC à l'extrême droite en passant par les sociaux-démocrates, ont, depuis plus de soixante ans (sans oublier le courant trotskiste, à compter de la seconde guerre mondiale), monté et entretenu de façon complote l'une des supercherie les plus énormes de l'histoire, selon laquelle le stalinisme serait la continuité du régime politique issu de la révolution de 1917 en Russie.

- Dans le mouvement ouvrier, le combat contre le stalinisme remonte à loin puisqu'il s'est développé déjà dans le parti bolchevik lui-même puis au sein des PC dès les années 20 avant de se poursuivre avec les groupes de la Gauche communiste.

- Pour assumer ses responsabilités historiques, la classe ouvrière dispose de capacités gigantesques, ainsi qu'elle l'a bien montré, dans la deuxième décennie de ce siècle, à travers sa mobilisation internationale sur le terrain révolutionnaire, en contraignant la bourgeoisie à mettre un terme à la première boucherie mondiale, et en ébranlant son système jusque dans ses fondements.

- Le communisme n'est pas une utopie, mais constitue une possibilité réelle. Il est une nécessité et la seule alternative face à la barbarie et au chaos grandissants du capitalisme à l'agonie.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

EFFONDREMENT DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme
C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne
C'est le seul avenir pour l'humanité

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

LIBRAIRIES

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREIST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue.
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de La Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
"La Proue", 15 rue Childebert (2^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^{er})
"Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martignes)
Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle

MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
"Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
"Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
"FNAC" Forum des Halles (1^{er})
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
"La Boulangerie", 67, rue de Bagneux (Montrouge)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FNAC", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Le prolétariat international, notamment dans les pays centraux du capitalisme, subit depuis plusieurs années, des attaques incessantes contre toutes ses conditions d'existence. Malgré les énormes difficultés qu'elle a connues, ces deux dernières années, pour réagir sur son propre terrain de lutttes contre la misère et l'austérité capitalistes, la classe ouvrière mondiale ne s'est nullement résignée à accepter la logique de ce système en faillite (voir RI n° 209). Aujourd'hui, l'accélération brutale de la crise économique mondiale qui vient frapper de plein fouet les pays les plus industrialisés tels les USA, l'Allemagne et le Japon, tend de plus en plus à démentir toutes les campagnes mensongères qui, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, avaient permis à la bourgeoisie de semer un profond désarroi dans les rangs de la classe ouvrière. Aujourd'hui, il est de plus en plus clair que l'avenir "radieux" que nous promettait le capitalisme "libéral" et "démocratique", ne peut être que la généralisation partout de la misère absolue à travers la montée en flèche du chômage dans les grandes concentrations industrielles d'occident. Il est de plus en plus clair que la prétendue "ère de paix" qu'on nous avait tant promise après l'effondrement du bloc de l'Est, cet "empire du mal" selon l'expression si chère à Reagan, ne peut apparaître de plus en plus que pour ce qu'elle est : une ère de barbarie sans nom dont la guerre du Golfe nous a donné un avant goût, une ère où les tensions

guerrières entre tous les Etats vont tendre de plus en plus à se débrider. Il est, enfin, de plus en plus clair aujourd'hui que l'instauration par la classe dominante de son "nouvel ordre mondial" sur les décombres du "communisme" est synonyme de chaos généralisé à toute la planète. Cette monstrueuse réalité du système capitaliste révèle de plus en plus ouvertement aux yeux des prolétaires la faillite d'un système qui n'a rien à leur offrir. C'est cette réalité qui est en train de dissiper les effets soporifiques de toutes les campagnes bourgeoises (notamment celle sur la "faillite du communisme") qui ont porté un coup à la conscience du prolétariat et l'ont paralysé depuis deux ans. Aujourd'hui, alors que, avec la récession dans laquelle est en train de plonger l'économie mondiale, de nouvelles attaques frontales sont assénées à toute la classe ouvrière, en particulier sous forme de licenciements massifs, la perspective est à de nouvelles confrontations entre les classes. C'est bien parce que la situation qui est en train de mûrir, risque de déboucher sur des explosions de combativité ouvrière incontrôlées que toute la bourgeoisie occidentale commence d'ores et déjà à se préoccuper de renforcer son dispositif d'encadrement de la classe ouvrière, les syndicats, afin de miner et baliser préventivement le terrain de la lutte. C'est ce dont vient de témoigner la "fièvre revendicative" qui a agité, ces dernières semaines, les syndicats en Espagne et surtout en Allemagne.

ALLEMAGNE

LA BOURGEOISIE SE PREPARE A SABOTER LES LUTTES OUVRIERES

■ Aujourd'hui, aucune économie nationale, si puissante soit-elle, ne peut échapper à la récession qui est en train de ravager le système capitaliste. En Europe occidentale, c'est maintenant le géant économique allemand qui commence à subir, à son tour, les premières secousses de ce nouvel ébranlement de l'économie mondiale. Pour la classe ouvrière, cela signifie que les attaques qui se sont amplifiées depuis l'été 1991 (destinées notamment à lui faire supporter les frais de la réunification allemande) ne peuvent que continuer à s'aggraver, comme en témoigne la vague de licenciements massifs annoncés récemment dans l'automobile (plus de 20 000 à Mercedes).

En Allemagne, comme partout ailleurs, la classe ouvrière, n'est pas prête aujourd'hui à accepter des sacrifices pour la défense de l'économie nationale. Dans la période à venir, les attaques toujours plus brutales que le capitalisme en faillite va imposer au prolétariat ne peuvent que le pousser à se battre, à développer ses lutttes pour la défense de ses propres conditions d'existence.

LES SYNDICATS SE "MOBILISENT" POUR SABOTER LES FUTURES RIPOSTES OUVRIERES

C'est bien à cette inévitable confrontation de classes que la bourgeoisie allemande est aujourd'hui en train de se préparer. Face à cette perspective, il lui fallait prendre les devants pour ne pas se laisser surprendre par des explosions de colère ouvrière incontrôlées. C'est ainsi qu'elle a saisi l'opportunité du renouvellement des conventions collectives dans plusieurs secteurs (métallurgie, fonction publique, banques, postes, etc.) pour déployer depuis le mois de janvier une gigantesque offensive anti-ouvrière destinée à renforcer son appareil d'encadrement syndical.

En effet, depuis trois mois, les négociations salariales dans différents secteurs ouvriers de l'Allemagne occidentale ont fait l'objet d'une campagne largement médiatisée dans toute l'Europe. Partout, on a vu la presse, la TV, étaler les images des syndicats allemands "hypercombatifs", des syndicats prêts à aller "jusqu'au bout", y compris jusqu'à l'appel à la grève générale, pour "défendre" les intérêts des ouvriers.

En réalité, cette formidable "mobilisation" syndicale tous azimuts participait d'une manoeuvre bourgeoise de grande envergure contre toute la classe ouvrière. A travers un judicieux partage des tâches entre patronat, gouvernement et syndicats, la bourgeoisie cherchait surtout à recrédibiliser ses forces d'encadrement aux yeux des ouvriers. Ainsi, dès le mois de janvier, c'est dans la métallurgie que le syndicat IG Metall va constituer un des principaux fers de lance de cette manoeuvre. Alors que le patronat, en accord avec le gouvernement, faisait mine de rejeter "catégoriquement" toute augmentation de salaire de plus de 5 %, l'IG Metall faisait monter la barre à 10 % dans le seul but de présenter la signature de l'accord salarial (pour une augmentation de 6,34 %) comme une "victoire" durement arrachée au patronat. A travers cette grosse campagne publicitaire en faveur des syndicats, il s'agissait pour la bourgeoisie de mystifier les ouvriers en cherchant à leur faire croire que leur force, c'est la force des syndicats et qu'il faut donc leur faire confiance.

Ce premier "conflit", présenté par les médias comme un bras de fer entre le capital et le travail, a permis, grâce à sa valeur d'exemple pour les autres secteurs, d'élargir la manoeuvre à l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi, c'est derrière le mot d'ordre : "Nous aussi, on peut gagner autant que les métallistes", que les syndicats de la fonction publique, des banques, des assurances, des postes etc., sont montés au créneau à leur tour, appelant à des grèves d'avertissement ou des grèves tournantes, comme dans les postes et les banques fin janvier, organisant des consultations électorales comme dans la sidérurgie, etc. Toute cette agitation a culminé début février avec le suspense entretenu autour de la menace de grève brandie par l'IG Metall dans la sidérurgie et qui a constitué le sommet de cette offensive anti-ouvrière. En effet, en accordant une augmentation de salaire à tous les ouvriers de la métallurgie sauf... aux sidérurgistes, le patronat et le gouvernement permettaient ainsi à l'IG Metall de parachèver la manoeuvre : en galvanisant le sentiment de frustration et la colère des ouvriers de la sidérurgie, l'IG Metall n'a pas hésité, pour renforcer encore son image de syndicat "combatif", à appeler à une grève qui risquait d'être massivement suivie en cas d'échec des négociations (86 % des sidérurgistes avait en effet voté en faveur de la grève, lors du référendum organisé par l'IG Metall fin janvier). Mais là encore, les dés étaient pipés, puisque l'augmentation de salaires de 6,4 % accordée "finalement" aux sidérurgistes pour "éviter la grève" était prévue dès le début. Toute cette mascarade ne

visait, là aussi, qu'un seul but : présenter cet accord comme une victoire de la classe ouvrière, obtenue grâce à l'"intransigeance" et à la "détermination" des syndicats. De plus, il s'agissait grâce à cette manoeuvre de faire passer dans les rangs ouvriers le message suivant : pour faire céder le patronat et le gouvernement, les ouvriers n'ont même pas besoin de lutter, il leur suffit tout simplement de s'en remettre à ces spécialistes des négociations que sont les syndicats.

UNE MANOEUVRE DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE

Cette offensive que vient de déployer la bourgeoisie allemande ne visait pas seulement à renforcer son dispositif d'encadrement de la classe ouvrière dans la perspective des combats de classe à venir. Pour pouvoir miner le terrain de la lutte, saboter toute tentative de riposte massive et unie de la classe ouvrière, la bourgeoisie devait aussi accentuer ses manoeuvres de division des prolétaires, par secteurs, par corporations, et bien sûr entretenir les inégalités et la "concurrence" entre ouvriers de l'ex-RDA et ceux de l'Allemagne occidentale. Ainsi, alors que les salaires des ouvriers à l'est équivalent à 60 % de ceux des prolétaires à l'ouest, les médias n'ont pas cessé pendant toute cette période d'agitation syndicale, de clamer à tue-tête que toute augmentation de salaires "excessive" (c'est-à-dire supérieure à 5 %) compromettrait gravement la reprise économique et participerait à accélérer les licenciements massifs à l'est. Autrement dit, si des dizaines de milliers d'ouvriers de l'ex-RDA se retrouvent demain au chômage, ce serait à cause de l'égoïsme des "nantis" de l'Allemagne occidentale ! Pour faire passer ses plans d'austérité, la bourgeoisie cherche à leur faire croire que la seule solidarité avec leurs frères de classe rescapés du "communisme", ce serait la solidarité avec leurs propres exploiters, celle qui consiste à accepter les sacrifices pour "sauver l'économie nationale". Pour saper l'unité et la solidarité de classe des prolétaires, elle cherche à leur faire croire que leurs intérêts, non seulement, n'ont rien de commun à l'est et à l'ouest, mais qu'ils sont encore antagoniques.

Mais aujourd'hui, la bourgeoisie ne se contente pas seulement d'opposer les prolétaires des deux parties de l'Allemagne. Pour pouvoir saboter efficacement les lutttes ouvrières à venir, la bourgeoisie s'efforce encore d'élargir cette stratégie de division en l'appliquant aux grandes concentrations industrielles d'Allemagne occidentale. C'est ainsi que, lors des récentes négociations salariales, le gouvernement et le patronat, avec la complicité des syndicats et des médias, avaient prévu de n'accorder des augmentations de salaires qu'à certains secteurs ouvriers (notamment ceux de la métallurgie et des assurances) et pas aux autres. Une telle manoeuvre visant à présenter une partie de la classe ouvrière comme "privilegiée" par rapport aux autres n'est pas nouvelle. Cette tactique qui consiste à monter les prolétaires les uns contre les autres, la bourgeoisie l'avait déjà utilisée dans le passé, notamment en France lors de la grève des infirmières de l'automne 1988, où, en accordant une augmentation substantielle de salaire aux seules infirmières, le gouvernement socialiste avait réussi à semer la zizanie dans les rangs du prolétariat, et à empêcher ainsi une véritable riposte unie de toute la classe ouvrière.

C'est grâce à toutes ces manoeuvres de division que la classe dominante est toujours parvenue à saper la force de classe du prolétariat et à le vaincre paquets par paquets.

Alors que l'effondrement du capitalisme contraint maintenant la bourgeoisie à déchaîner partout des attaques anti-ouvrières de plus en plus massives, c'est bien cette force collective du prolétariat que la classe dominante se prépare d'ores et déjà à affronter.

Avril

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

**"Révolution communiste
ou
destruction de l'humanité"**

(Disponible sur commande : 3 F.)

ESPAGNE

Les mobilisations syndicales : un piège pour faire passer les licenciements massifs

(Extraits d'un tract du CCI)

Ouvriers,

Il ne s'est pas passé un jour sans que la presse, la TV... , qui ont toujours passé sous silence nos lutttes, ne consacrent une large couverture à la "vague de lutttes qui envahit le pays". Les syndicats, pour leur part, se mettent en avant et nous présentent les lutttes aux Asturies, Leon, Cartagène, la "journée de protestation" du 14 février, etc, comme preuve de leur "opposition" aux plans de licenciements brutaux dans tous les secteurs (sidérurgie, mines, chantiers navals, électronique, informatique...).

Mais un telle "opposition" est un mensonge. CES "MOBILISATIONS" SONT PUREMENT ET SIMPLEMENT UNE SALE MANOEUVRE pour nous faire avaler les licenciements et les plans de misère, pour nous démoraliser et aggraver le manque de confiance dans notre force comme classe ouvrière. Voyons les faits.

DES MOBILISATIONS POUR NOUS FAIRE AVALER LES LICENCIEMENTS ET LA MISERE

Il n'est pas surprenant que tout un chacun - politiciens, maires, curés, patrons ... - soit en faveur des mobilisations syndicales, puisque celles-ci ne sont pas faites pour défendre les intérêts des ouvriers, mais pour obtenir que nous acceptions l'intérêt des exploiters. Regardons Hunosa ! Après quatre mois de "mobilisations", les Commissions Ouvrières, l'UGT, l'IU, etc., ont le culot de nous vendre comme un "grand succès" ce que le gouvernement avait prévu de donner depuis le début : des clopinettes. Ils nous font avaler une réduction d'un tiers des effectifs en échange de promesses de "réindustrialisation".

...Réindustrialisation ? Qu'est-il advenu des plans de "ré-industrialisation" qu'ils avaient promis comme alternative aux reconversions de 1983-87 dans la sidérurgie, le textile, la navale, l'électroménager... ? RIEN DE RIEN. Le gouvernement a lâché des milliards de pesetas que les politiciens et les patrons ont utilisés pour une spéculation effrénée, alors que d'anciennes zones industrielles se transformaient en déserts improductifs.

Des "sacrifices nécessaires" ! nous disent les syndicats. Des sacrifices qui n'apporteront qu'encore plus de sacrifices ! nous dit l'expérience des ouvriers. Qu'on aille le demander aux ouvriers de Ensidesa ou des Hauts Fourneaux de Viscaya, qui acceptèrent de se sacrifier pour être épargnés par la reconversion de 1984 et qui, maintenant, sont menacés par des licenciements massifs.

Le "succès" obtenu par les syndicats a été si important, c'est-à-dire qu'ils ont si bien accompli leur tâche consistant à affaiblir la capacité de riposte du prolétariat, que le Gouvernement n'a pas attendu plus d'un mois pour annoncer la fermeture de 10 des 22 puits de Hunosa.

DES MOBILISATIONS POUR NOUS ATTACHER A L'INTERET NATIONAL

Les syndicats ont appelé à ACCEPTER les licenciements en nous poussant sur le terrain piégé de "Tous pour les Asturies" ou "Sauver l'industrie murcienne", toujours au nom de "l'intérêt de la région", de la "compétitivité de l'économie nationale". Avec cela, ils ont poussé à ce que nous abandonnions le terrain de la défense de nos besoins comme exploités et que nous embrassions, en compagnie des exploiters, "l'intérêt commun" de la région, du secteur ou de l'entreprise.

Se laisser diriger par l'intérêt du capital national, cela conduit uniquement aux pires sacrifices et, en fin de compte, au sacrifice suprême de nos vies, comme "chair à missile" pour leurs guerres de bandits qui, en compagnie du chaos et de la misère, s'étendent toujours plus. Nous pouvons le voir aujourd'hui en Yougoslavie : n'est-ce pas au nom du "Tous pour la Serbie" ou "Tous pour la Croatie" que les ouvriers sont menés à l'abattoir ?

Se "serrez les coudes" pour le bien des Asturies, de la Catalogne, d'Euskadi ou de l'Espagne nous empêche de voir que nous tous, ouvriers de tous les secteurs, de toutes les régions, de tous les pays, sommes attaqués et que, de ce fait, NOUS TOUS, OUVRIERS, AVONS LES MEMES NECESSITES ET LES MEMES INTERETS. Un intérêt RADICALEMENT ET TOTALEMENT OPPOSE à l'intérêt national. Notre intérêt de classe est de défendre et imposer nos nécessités comme êtres humains face aux lois aveugles du profit, la concurrence et les desseins de chaque capital national. C'est de se solidariser avec les ouvriers de tous les pays et non avec nos exploiters et nos bourreaux.

Ce "Tous pour les Asturies", que les syndicats et la gauche du capital nous présentent comme "progressiste" et "favorable au peuple travailleur" signifie, dans les faits : s'affronter aux autres ouvriers et nous mettre à genoux devant nos concitoyens exploiters (...)

CONTRE LES PIEGES SYNDICAUX, PREPARONS NOTRE LUTTE AUTONOME DE CLASSE

Alors que faire ? Ce n'est pas facile, il est vrai, mais il est indispensable de savoir CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE. Et la première chose est de refuser les convocations actuelles des syndicats qui sont l'ANTI-LUTTE, puisqu'elles partent d'entrée de jeu de l'ACCEPTATION DES LICENCIEMENTS réclamés par les patrons et qu'elles ne font référence à "nos revendications" que pour faire passer ces derniers.

Pour lutter POUR DE VRAI nous devons refuser de nous mobiliser derrière les "Tous pour les Asturies", "sauver la sidérurgie" et les discours anti-ouvriers sur la "productivité", la "compétitivité", "l'avenir de l'industrie nationale",... qui sont autant de drogues idéologiques pour nous faire accepter les licenciements et la misère (...)

Contre le cours infernal de misère, de chaos et de guerre qui est la seule chose que le capitalisme puisse proposer au genre humain, nous devons inscrire nos lutttes et notre prise de conscience dans la perspective de l'abolition de cet "ordre" d'exploitation et de terreur.

FRANCE

SYNDICATS ET PATRONAT : UN MEME COMBAT CONTRE LE PROLETARIAT

■ En France, comme dans tous les pays, la violence des attaques anti-ouvrières ne peut que pousser le prolétariat à reprendre le chemin de ses luttes, à riposter à cette aggravation catastrophique de ses conditions de vie. C'est dans cette perspective de reprise des combats ouvriers que la bourgeoisie française est en train, elle aussi, de préparer ses forces de gauche (PS, PC, syndicats et gauchistes), spécialistes de l'encadrement social, pour affronter la lutte de classe. C'est aussi au niveau des grandes entreprises qu'ont été signés ces derniers mois des accords visant à renforcer la coopération syndicat/patronat, dont le but est le renforcement du rôle syndical dans l'entreprise, sous-entendu des meilleurs rapports sociaux entre les ouvriers représentés par leurs délégués syndicaux et les directions d'entreprises. Face à de tels mensonges, il faut voir ce que ces accords cachent en réalité et se rappeler qu'ils se situent dans le prolongement des mesures prises par l'Etat ces dernières années (les lois Auroux, le chèque syndical) pour tenter de redonner du tonus aux syndicats et au syndicalisme auprès des ouvriers. La méfiance de ces derniers, écoeurés par des années de manoeuvres syndicales de sabotage des luttes, n'a pas cessé de se développer tout au long des années années 80.

SYNDICATS ET PATRONAT UNIS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

L'accord "partenaire" signé en février 92 par la totalité des syndicats (CGT y compris) avec la direction du GAN, fait suite à de nombreux accords négociés à titre expérimental dans des grandes entreprises (Péchiney, Elf, Casino, Axa...) et pourra être généralisé dans les secteurs essentiels de l'économie nationale dans les mois à venir. Si les syndicats sont depuis longtemps grassement subventionnés par l'Etat, s'ils participent au Conseil du plan, au Conseil économique et social, aux comités d'entreprises et sont respectueusement consultés par le gouvernement pour toutes décisions sociales importantes, ce type d'accord vient officialiser le fait qu'ils sont financés par les entreprises (le GAN a prévu de distribuer à ses syndicats une enveloppe de 900 000 francs par an). Cet argent versé aux mafiosi du syndicat est un remerciement pour leurs capacités à faire la police de l'Etat et du patronat sur les lieux de travail. Il constitue un premier acompte pour qu'ils soient prêts à saboter efficacement les luttes ouvrières à venir. C'est le responsable CFDT du GAN qui souligne le type de prestation que les syndicats mènent et vont développer dans les mois à venir : *"Elles ont besoin de nous comme thermomètres, on a un réseau de communication interne qu'elles n'ont pas. On est capable de mesurer le climat interne, on peut très vite faire remonter l'information"* (cité par "Libération" du 10 mars 92). N'en doutons pas, les syndicats sont un pilier de l'ordre capitaliste, et le quadrillage syndical va s'intensifier. Comme le rappelle la CGC d'Elf Aquitaine : *"Les multiples baromètres d'opinion et autres sondages que les directions effectuent dans les entreprises ne sont sans doute pas suffisants. Utiles pour donner des tendances, trop lourds pour être employés à tout moment et pour apprécier l'atmosphère d'un atelier, d'un service, d'un groupe de salariés en temps réel"* (Idem, souligné par nous). Voilà comment syndicats et patronat, main dans la main, se préparent à affronter leur ennemi commun : la classe ouvrière. Une fois de plus, la collusion d'intérêts entre les syndicats, le patronat et l'Etat, démontre à quel point les ou-

vriers doivent se méfier de ces soi-disants défenseurs de la classe ouvrière et se souvenir que la volonté de l'Etat et du patronat d'avoir des syndicats forts pour briser les luttes ne date pas d'aujourd'hui, même si elle se renforce pour pallier la désyndicalisation croissante dans les rangs ouvriers. F. Ceyrac, président du CNPF dans les années 70, déclarait déjà dans l'Express, à l'époque : *"En contrepartie de la liberté des chefs d'entreprise il est souhaitable que, comme élément d'équilibre, le syndicalisme ouvrier puisse s'affirmer. Personnellement, plus je suis partisan de la liberté, plus je souhaite un syndicalisme ouvrier fort. Et cela, c'est vraiment la conception d'une société cohérente."* (cité dans notre brochure "Les syndicats contre la classe ouvrière")

SYNDICATS ET SYNDICALISME SONT DES ROUAGES DE L'ETAT BOURGEOIS

C'est depuis la première guerre mondiale que le capitalisme mondial, en entrant dans sa période de décadence, a cessé définitivement d'être un système progressiste. C'est à partir de ce moment-là que la lutte acharnée développée par les ouvriers à travers les syndicats durant le XIXe siècle pour les améliorations de leurs conditions de vie s'est avérée caduque. Dès lors, les syndicats et le syndicalisme ont été définitivement intégrés à l'Etat capitaliste partout dans le monde, pour contrôler les luttes ouvrières (voir notre brochure "Les syndicats contre la classe ouvrière"). Depuis plus de 70 ans, on ne peut que constater que les augmentations de salaires ne sont que des rattrapages de la hausse constante du niveau des prix. L'élévation des salaires arrachée en France en juin 1936 par les accords de Matignon (+ 12 % en moyenne) était annulée en six mois. Rien que de septembre 1936 à janvier 1937 les prix avaient augmenté en moyenne de 11 %. On sait aussi ce qu'il restait un an plus tard des augmentations obtenues en juin 68 avec les accords de Grenelle. C'est depuis 70 ans qu'au niveau international les syndicats sabotent les luttes. Lorsqu'ils sont débordés comme dans les années 80, ce sont leurs valets gauchistes (notamment trotskistes) qui sabotent la tendance positive des ouvriers à rejeter les syndicats et à prendre eux-mêmes en charge leurs luttes. A travers la création de "coordinations" autoproclamées comme à la SNCF en 87 ou dans les luttes des infirmières en 88, les gauchistes (qui ne sont rien d'autres que l'extrême gauche du capital) ramènent la lutte dans le cadre syndical lorsqu'ils ont effectué leur sale boulot (voir notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières"). Les accords patronat/syndicat d'aujourd'hui font partie intégrante de cette préparation de la bourgeoisie à la confrontation avec les luttes ouvrières. Gestionnaires de la crise capitaliste, courroies de transmission des politiques anti-ouvrières, saboteurs de la lutte prolétarienne de l'intérieur, les syndicats se préparent plus que jamais à détruire les luttes qui ne peuvent manquer d'exploser. La classe ouvrière ne doit avoir aucune illusion sur la nature et la fonction de ces syndicats qui prétendent défendre ses intérêts : ce sont des agents du capital dans les rangs ouvriers. Leurs discours "radicaux" et "combattifs" au sein des luttes n'ont jamais eu d'autre but que de mystifier les ouvriers pour les conduire à la défaite. Cette leçon de toute son expérience passée, la classe ouvrière devra s'en souvenir lorsqu'elle reprendra le chemin du combat.

DDT, 24/03/92

LE CAPITALISME S'EFFONDRE...

(SUITE DE LA PAGE 1)

ments massifs que la classe ouvrière a connu dans les années 80 dans la plupart des secteurs, sous le prétexte de "moderniser" et donc de "relancer l'économie", n'ont rien relancé du tout. Par contre, ils vont de nouveau frapper avec une violence redoublée les rangs d'une classe ouvrière réduite à vivre pour une grande partie de subsides misérables. British Telecom, qui avait déjà licencié des dizaines de milliers de travailleurs depuis ses "restructurations" du milieu des années 80, va supprimer 25 000 emplois cette année, en plus des 18 000 de 1991. La BBC va se débarrasser de 10 000 salariés sur les 23 000 qu'elle compte, d'ici quatre ans. L'automobile et l'industrie de pointe ne sont pas plus épargnées : Ford, qui a perdu plus de 30 000 emplois en dix ans, licencie 2100 ouvriers; British Aerospace, équivalent d'Aérospatiale en France, qui utilise les technologies les plus modernes, va effectuer un "dégraissage" de 2300 salariés. Les grandes banques britanniques, les "Big Four", Lloyd's, Natwest, Midland et Barclays, subissent de plein fouet le contre-coup de la politique de crédit à outrance, et voient leurs trous budgétaires devenir de véritables gouffres; elles ont d'ores et déjà licencié 23 000 employés en 1991, et ne vont pas s'arrêter là : 10 000 sont à venir à la Barclays, et la Midland programme la fermeture de...20 000 de ses succursales dans le monde.

Mais c'est encore l'Allemagne, de par son rang de première puissance industrielle d'Europe, qui illustre le mieux la puissance et la profondeur de la récession présente. La croissance allemande tant vantée a été inférieure de un demi point par rapport au petit 2% prévu, qui lui-même cachait une véritable entrée dans la récession. Ainsi, le must de l'automobile internationale, les symboles de la "bonne santé" économique allemande, Mercedes, BMW, Porsche prévoient des milliers de licenciements. Volkswagen est en déficit et va faire de même.

D'autre part, la Treuhand, qui gère les restes de l'économie de l'ex-RDA, après avoir tout bonnement éliminé un grand nombre d'entreprises et bradé ce qu'elle pouvait, au prix de dégraissages mettant au chômage des centaines de milliers d'ouvriers, a encore sur les bras plusieurs centaines d'entreprises impossibles à rentabiliser (chantiers navals, sidérurgie, chimie, etc.), dont un bon nombre sont gigantesques. Cela signifie que ce sont des millions d'autres ouvriers qui vont être à court terme jetés sur le pavé, quasiment sans ressource. Ainsi le taux de 9% de chômeurs va-t-il bientôt être dépassé. La bourgeoisie allemande aussi appelle cela "assainir" son économie pour permettre la "reprise de l'activité économique". Il n'y aura pas de reprise, mais une aggravation effroyable de la situation de larges fractions de la classe ouvrière, condition qui va ressembler de plus en plus (dans la partie est du pays) à celle des ouvriers allemands dans les années 20.

Alors quand une puissance économique, d'un gabarit bien inférieur, comme la France prétend jouer les gros bras sur la scène internationale, et veut faire croire aux ouvriers que son capital se porte mieux que les autres, et que donc ils seraient mieux lotis que leurs frères de classe, il n'y a qu'à se souvenir des attaques incessantes que la bourgeoisie française nous porte depuis de nombreuses années, des trois millions de chômeurs officiels annoncés pour cette année, et des attaques sur toutes nos conditions de vie qui sont le lot quotidien de chacun.

Non seulement il n'y a d'issue à la crise pour aucun pays ni pour personne, mais encore les attaques comme le chômage massif, la baisse du niveau de vie permanente, la misère sans cesse aggravée, vont dépasser en intensité et en violence ce que le prolétariat mondial a déjà connu depuis la fin des années 60.

La seule issue, la seule réponse des ouvriers, sera moins que jamais de croire aux bobards ahurissants des potentats bourgeois de la planète, mais de se battre pour défendre pied à pied, de toutes leurs forces, leurs conditions de vie et leur survie elle-même.

PPR

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Pourquoi l'URSS n'était pas communiste mais capitaliste

STRASBOURG :

Permanence

le samedi 23 mai à 16h, "Ciarus", 7 rue Finkmatt, 67000 Strasbourg.

LILLE :

Réunion publique le samedi 11 avril à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet. Permanence le samedi 25 avril de 14h30 à 16h30, même adresse. Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le samedi 11 avril à 17h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République). Permanence le mercredi 13 mai à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e. Vente de la presse chaque 3e vendredi de chaque mois au marché de Vaulx-en-Velin à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 11 avril à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux. Permanence le 23 avril de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er. Vente de la presse le samedi 11 avril de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 25 avril à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet). Permanence les jeudis 2 avril et 7 mai à 20h30, à la même adresse. Vente de la presse au marché de Talensac le samedi 11 avril de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanence les samedis 4 et 11 avril de 18h à 20h et le VENDREDI 24 avril de 20h30 à 23h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy. Pas de permanence le samedi 18. Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Permanence le samedi 11 avril à 14h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 24 avril à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse. Permanence les vendredis 17 avril et 1er mai à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles). Vente de la presse les dimanches 12 avril et 10 mai au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h.

TOURS :

Permanence le samedi 25 avril à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

AVIS AUX LECTEURS ET SYMPATHISANTS

Modification du rythme et des dates des permanences à Paris et Lille

- à Paris, une permanence par mois se tient désormais le vendredi soir au lieu du samedi. D'autres modifications dans le rythme des permanences sont prévues prochainement. Elles seront annoncées dans la presse.

- à Lille, nous organisons désormais deux permanences par mois; un mois sur deux une des permanences est remplacée par une réunion publique.

SOUSCRIPTIONS

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

Tours, permanence de février : Eve : 100F ; CB : 105F ; NR : 30F ; Bordeaux, réunion publique de février. JC : 200F ; EV : 100F.

J.(Toulouse): 25F ; CI (La R.) : 100F ; D.(Rouen) : 300F

Paris, réunion publique du 14 mars : P:30F ; Mo: 30F ; Isa: 30F ; PM: 50F ; J:50F ; Av:30F ; YD:30F ; GD: 50F ; TP: 20F ; Goup.: 50F ; LR: 50 ; FM: 50F ; St: 20F ; CM: 50F ; RL:40F ; JJJ:30F ; H:50F ; X:50F.

TOTAL : 1670 F

Il y a 30 ans, l'indépendance de l'Algérie

LA "LIBERATION NATIONALE" : UN MENSONGE BOURGEOIS ET UN PIEGE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Le récent coup d'Etat, le trentième anniversaire de la conférence d'Evian qui a consacré en mars 1962 la fin de la colonisation française, placent l'Algérie en vedette de l'actualité. En cet instant de bilan surgit naturellement l'interrogation : où va l'Algérie ? La réponse est : nulle part. Son économie tombe en ruine, son Etat court à la banque-roule, la misère noire fond sur sa population et sa société, dans toutes ses strates, se désagrège. Le chaos, irrémédiablement, de manière irréversible, s'y installe. Tout comme dans les pays du "tiers-monde" d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, et à l'exemple aussi des Etats qui composaient l'empire soviétique en commençant par l'URSS elle-même. L'Algérie de 1992 constitue une image, si l'on peut dire, vivante, du fiasco complet du capitalisme mondial du XXe siècle. Elle offre la démonstration cinglante de l'impossibilité du développement économique et social dans l'époque décadente du système bourgeois, de l'interdiction de tout progrès matériel réel. Condamné à l'absence complète de perspective, voué au "no future", ce pays du Maghreb donne à voir comme dans un miroir à la planète entière son triste destin en l'absence d'une révolution communiste : le pourrissement jusqu'au néant.

■ Et pourtant, cette réalité qui crève les yeux, la bourgeoisie veut la nier. Intolérable, scandaleuse bourgeoisie ! En Algérie, la junte autour de Mohamed Boudiaf enserrant le pays dans les filets d'une dictature militaire implacable. Elle pratique une répression sanglante de l'opposition (dans l'Algérois et le Constantinois notamment) qui, au-delà des gens du FIS, vise surtout les populations laborieuses. Elle ouvre des camps de concentration où les conditions de détention n'ont certainement rien à envier aux goulags de Staline ou de Hitler. Mais ce pouvoir crapuleux ose dire qu'il travaille ce faisant pour la démocratie. Il ferait ainsi oeuvre d'assainissement pour préparer le retour, dans un ou deux ans, promet-il, d'une république "normale" et maîtresse de nouveau de ses forces et de son avenir. Elle donne l'assurance en quelque sorte d'une régénération du pays et s'approprie, toute honte bue, à célébrer sous ces auspices en juillet prochain le trentenaire de l'indépendance de l'Etat algérien, où il s'agira de présenter un bilan globalement positif de la décolonisation.

En France, la bourgeoisie, fraction "socialiste" gouvernante en tête, affiche l'hypocrisie. Certes, dit-elle, la dictature qui règne en Algérie est déplorable ; elle donne à craindre pour l'avenir démocratique du pays. Mais, vu les conditions, admet-elle, le régime de Boudiaf offre somme toutes de bien meilleures garanties par rapport à l'Etat islamiste que s'apprêtait à installer le FIS.

On ne saurait dire qu'elle célèbre elle aussi l'indépendance de l'Algérie. Non, décemment, cela ne se peut pas du point de vue de la France impérialiste et de l'existence coloniale qu'elle fut. Il n'empêche que ledit anniversaire provoque dans la presse, le business du cinéma et le milieu universitaire une profusion d'articles, films ou causeries sur la guerre d'Algérie et ses lendemains, comme sur le sujet de la décolonisation en général. Ancienne force colonisatrice, l'Hexagone voudrait imposer l'idée que la décolonisation appartient à la mission civilisatrice qu'il s'attribue et que le sort des anciennes colonies (françaises ou autres, d'ailleurs) dépend au moins moralement de lui.

1962-1992, UNE DESCENTE AUX ENFERS

L'Etat français comme celui d'Algérie se rejoignent dans l'idéologie, c'est-à-dire dans le mensonge. L'une et l'autre bourgeoisie, de chaque côté de la Méditerranée, ont à coeur de cacher que l'indépendance nationale ne pouvait pas promettre aux populations anciennement colonisées d'Algérie une meilleure vie que celle, lamentable, à laquelle les réduisait auparavant le colonialisme. Les révolutionnaires communistes ne cessent de répéter depuis bientôt quatre-vingts ans que, dans l'époque de la décadence où est entré le capitalisme mondial à compter de la guerre de 1914-1918, il n'y a plus aucune possibilité de développement autonome réel des nations juridiquement émancipées de la domination coloniale ou impérialiste d'une autre nation. Car le cadre politico-économique du système bourgeois est devenu trop étroit pour pouvoir admettre en son sein la croissance d'un nouvel Etat, qui constituerait une concurrence insupportable pour les autres déjà en place sur le marché.

Dans de telles conditions, la situation inextricable que connaît aujourd'hui l'Algérie était déjà contenue en germe dès la "libération" de ce pays en 1962 et son processus ne pouvait que se trouver accéléré par la crise économique mondiale. Le pays que régentent à présent Boudiaf et son gouvernement "provisoire" représente l'héritier direct de celui que Ben Bella, entre 1962 et 1965, avait livré à l'"autogestion socialiste" frénétique des exploitations agricoles. De l'Algérie du colonel Boumédiène, qui, de 1965 à 1978, dans le cadre d'une véhémente politique "anti-impérialiste", avait programmé une nationalisation autoritaire des sociétés françaises ainsi que lancé le mot d'ordre de l'"industrie industrialisante". De l'Etat que Chadli et Ghazali, au long des années 80, placés devant le fait d'une détérioration économique galopante, avait mis au régime d'une réforme désespérée de l'agriculture (redistribution des terres) et d'une dénationalisation partielle des entreprises industrielles. L'aboutissement le plus spectaculaire de ce nouveau choix politique est la récente signature de contrats d'association avec des sociétés étrangères pour l'exploitation du pétrole saharien.

Le cours heurté de cette gestion postcoloniale de l'Algérie, les tournants à 180° qu'il recèle, en disent long sur l'impasse de cet Etat, à 80 % dépendant de l'importation pour les besoins de la consommation alimentaire de la population et dont 8 des 12 milliards de dollars qu'engendre l'industrie du pétrole et du gaz, principale ressource, servent au remboursement de la dette extérieure.

Les conséquences de cette détresse économique pour les

Algériens, nous les avons décrites dans un précédent article de notre journal ("RI" 209, février 1992) rédigé au lendemain du coup d'Etat. Il nous suffit de marquer ici que, à bien des égards, les travailleurs, en très grand nombre sans emploi, sans logement et condamnés pour survivre aux expédients et au marché noir (qu'on appelle là bas "trabendo"), vivent un quotidien semblable à celui que subissent leurs pères dans la CEI, le triste avorton de cette URSS qui a longtemps servi de modèle aux cadres du FLN (1).

De cette descente aux enfers, la bourgeoisie de l'Algérie "libérée", quel que soit le degré d'incapacité de gestion que ses différentes cliques au pouvoir ont effectivement manifesté, n'est pas la première responsable mais le système capitaliste dans sa pleine dimension mondiale. Alors que la bourgeoisie là où elle est la plus forte, dans les bastions industriels des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, se montre incapable de juguler la crise et assiste, impuissante, à son aggravation de mois en mois, on se demande de quel redressement la faible fraction algérienne de cette classe pourrait bien être capable à son échelon national. D'aucun, évidemment. On peut tout faire avec la dictature, sauf de l'accumulation capitaliste, de sorte qu'au bout de l'état d'urgence institué par Boudiaf, la population algérienne ne peut rien attendre d'autre qu'une situation économique encore plus délabrée, qu'un malheur social encore empiré. Voilà le bilan consolidé de la "libération" nationale de l'Algérie (il vaut d'ailleurs à peu de chose près pour n'importe quelle autre ancienne colonie émancipée).

L'IMPOSTURE DE LA LIBERATION NATIONALE

La bourgeoisie française affecte de regretter l'impasse de la décolonisation en Algérie. Elle fait mine de déplorer que le développement de son ancienne dépendance d'outre-mer soit à jamais compromis. Mais elle a beau se prévaloir de sa philosophie humaniste, elle ne possède aucun titre pour donner des leçons, si vaines soient-elles, en ce domaine. Ses penseurs peuvent gloser tout leur soûl sur le facteur de progrès que réalise en faveur de l'humanité la décolonisation, ce n'est pas pour de belles raisons de cet ordre que la France a signé l'accord d'Evian ratifiant l'indépendance de l'Algérie. En décolonisant ce pays (après l'Indochine et les territoires des ex-AEF ou AOF), la France ne faisait que se soumettre à une exigence du capitalisme d'après la deuxième guerre mondiale, beaucoup plus triviale, bien moins noble.

Comme nous l'écrivions dans un article du n° 68 de notre "Revue Internationale" (2) : *Les vieux empires coloniaux s'étaient transformés en fardeau pour les métropoles. Avec la saturation du marché et le développement de la concurrence à l'échelle mondiale, avec les coûts chaque fois plus élevés de l'entretien des armées et des administrations coloniales, ils s'étaient transformés, de sources de bénéfices, en poids, chaque jour plus lourd.* Il convenait de maintenir la sujétion économique autant qu'il se pouvait mais en faisant en sorte que les ex-colonies s'administrent elles-mêmes, à leurs propres frais. Politiquement et économiquement bien moins armée (et aussi incomparablement moins fine) que ses consœurs de Grande-Bretagne ou des Pays-Bas, qui se sont séparés du principal de leurs colonies dès les années 1945-1949, la France a d'ailleurs mis le temps pour se pénétrer de cet impératif. C'est seulement au début des années 60 qu'un de Gaulle pourra le premier l'énoncer publiquement au nom de toute sa classe, en ces termes célèbres : *"L'Algérie nous coûte désormais plus qu'elle ne nous rapporte."* Plus particulièrement par rapport à la gauche de la bourgeoisie hexagonale, premier chantre des valeurs capitalistes de progrès et de paix, on rappellera en même temps que l'intervention militaire massive de la France en Algérie, à compter de 1956, fut l'oeuvre du gouvernement du "socialiste" Guy Mollet.

Qu'on la regarde sous l'angle de l'affranchissement économique ou bien du point de vue de l'émancipation politique, la décolonisation de l'Algérie montre aujourd'hui au grand jour la sinistre et macabre farce qu'elle fut depuis toujours. Non seulement ce pays ne s'est jamais vraiment libéré de la tutelle économique française (ne serait-ce qu'en raison de son rôle de fournisseur de force de travail immigrée pour les besoins du capital français) mais s'il a pu dans une certaine mesure le faire, ce ne fut qu'en se plaçant sous la coupe d'une autre grande puissance impérialiste, l'URSS.

LE CAPITALISME POURRISSANT...

(SUITE DE LA PAGE 8)

LE SEUL ESPOIR DE L'HUMANITE RESIDE DANS LA CLASSE OUVRIERE

Les menaces que fait peser le maintien en vie du capitalisme pour l'humanité sont plus dramatiques que jamais. A travers le déchaînement des guerres locales, y inclus les risques particulièrement présents de guerres nucléaires, à travers la destruction de l'environnement, les épidémies et le chaos grandissant, le capitalisme, s'il reste en place, finira par anéantir l'humanité.

Plus le système va continuer à s'enfoncer dans sa propre décomposition, plus la barbarie va se généraliser. Le seul espoir, le seul avenir possible pour l'humanité réside dans le renversement du système capitaliste, dans l'instauration de nouveaux rapports sociaux libérés des contradictions qui étranglent la société.

Cette tâche gigantesque, une seule force est en mesure de l'accomplir : la classe ouvrière.

Malgré ses difficultés actuelles, malgré les campagnes assourdissantes de la bourgeoisie qui s'évertuent à lui faire croire que "le communisme est mort" et que "la révolution est une utopie", la classe ouvrière doit savoir que c'est déjà elle qui, par ses luttes, par sa résistance acharnée sur son terrain de classe, a réussi à empêcher le déchaînement d'une troisième guerre mondiale. Mais aujourd'hui les enjeux sont dé-

Pour une part très importante, la vie politique de l'Algérie entre 1962 et 1989 était reliée à l'évolution du rapport des forces entre les deux blocs impérialistes issus de Yalta et notamment aux étapes successives de l'offensive que les Etats-Unis, leader du bloc impérialiste de l'Ouest, a menée contre l'URSS, chef du bloc de l'Est, pour la déloger de ses positions au Moyen-Orient.

Et aujourd'hui encore, la complexité de la situation qui résulte de la montée en puissance des islamistes et du coup d'Etat du "Haut Comité" se trouve grandement déterminée par le conflit d'intérêts qui envenime actuellement les relations impérialistes entre les USA et la France (les premiers faisant pression pour remettre la seconde à son rang d'impérialisme subordonné et usant d'une manipulation du FIS pour perturber la zone d'influence française en Algérie). S'illustre par tout cela une vérité que notre courant a dès 1945 soulignée au sujet de la décolonisation et de la "libération nationale", à savoir que les territoires ainsi émancipés avaient pour devenir immédiat celui de servir de champ de manoeuvres pour la compétition des impérialismes dominant le monde.

Les bourgeoisies tirent les bilans qu'elles veulent, elles peuvent célébrer comme il leur plaît la guerre d'Algérie ainsi que la décolonisation qui en a résulté. Quant à nous, c'est au nom des centaines de milliers de vies ouvrières que cette guerre entre deux capitalismes a coûtées, c'est en respect des dizaines de milliers d'autres prolétaires qui ont payé du sacrifice suprême de leur existence l'oeuvre prétendue socialiste et progressiste du FLN, sous les balles des forces de répression ou bien dans des camps de travail forcé, que nous élevons un immense cri de haine contre toutes les fractions de la bourgeoisie et leurs mensonges assassins.

Sonia

(1) En vérité, l'après-FLN que disent inaugurer les hommes de la nouvelle dictature en exercice à Alger ressemble lui aussi beaucoup à l'après-stalinisme dont les hommes comme Eltsine ou Kravtchouk font l'étendard de leur propagande idéologique dans la CEI. De même que leurs homologues ex-soviétiques sont des créatures de l'appareil bureaucratique du stalinisme, de même, les Boudiaf, Hadj Nacer et autres Ait Laoussine du nouveau pouvoir algérien ne constituent-ils ni plus ni moins que des anciens hauts dirigeants du FLN, du temps de Ben Bella ou de Boumédiène. C'est dire quelle piètre confiance les prolétaires algériens sauraient leur témoigner !

(2) Article "Bilan de 70 années de luttes de libération nationale".

Lisez, dans la "Revue Internationale",

"BILAN DE 70 ANNEES DE LUTTES DE "LIBERATION NATIONALE"

Courant Communiste International

**Revue
Internationale** 69

2e trimestre 1992

15FF/75FB

Situation internationale
GUERRE, BARBARIE, LUTTE DE CLASSE

Où en est la crise économique ?
**GUERRE COMMERCIALE :
L'ENGRENAGE INFERNAL**

La plus grave crise économique du capitalisme
**UNE ECLATANTE VERIFICATION
DU MARXISME**

Bilan de 70 ans de "libérations nationales", III
DES NATIONS MORT-NEES

Le communisme n'est pas un bel idéal,
mais une nécessité matérielle, II
**COMMENT LE PROLETARIAT
A GAGNE MARX AU COMMUNISME**

sormais tels, qu'il s'agit aussi pour elle d'être convaincue que si elle ne se donne pas les moyens de développer, d'unifier et de généraliser ses combats de classe en vue de la destruction du capitalisme, rien ne pourra plus empêcher ce système d'entraîner l'humanité dans sa propre agonie.

"Jamais dans l'histoire les enjeux n'ont été aussi dramatiques et décisifs que ceux d'aujourd'hui. Jamais une classe sociale n'a dû affronter une responsabilité comparable à celle qui repose sur le prolétariat. Si celui-ci n'est pas en mesure d'assumer sa responsabilité, il en sera fini de la civilisation et même de l'humanité. Des millénaires de progrès, de travail et de pensée seront anéantis à tout jamais. Deux siècles de luttes prolétaires, des millions de martyrs ouvriers, n'auront servi à rien. Pour repousser toutes les manoeuvres criminelles de la bourgeoisie, pour déjouer ses mensonges odieux et développer vos luttes en vue de la révolution communiste mondiale, pour abolir le règne de la nécessité et accéder enfin à celui de la liberté, PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

(Manifeste du IXe Congrès du CCI)

PE

(1) Cf. notre brochure "La décadence du capitalisme".

(2) Cf. notre brochure "L'effondrement du stalinisme".

(3) Cf. notre brochure "La guerre du Golfe".

LE PEN : UN EPOUVANTAIL AU SERVICE DE L'ETAT DEMOCRATIQUE

■ Depuis plusieurs mois, et en particulier durant la période de ses élections régionales et cantonales, la bourgeoisie française "démocratique" n'a cessé de proclamer et de marteler les mêmes messages lancinants : "La priorité, c'est de faire face à la montée de l'extrême droite", "Toutes les forces démocratiques doivent se mobiliser contre le danger fasciste", ou encore "Allez voter...pour barrer la route à Le Pen et au Front National."

Nous avons déjà démontré dans notre presse que cette soi-disant "menace fasciste" n'était qu'une vaste mystification : la bourgeoisie ne peut recourir à des régimes fascistes dans les pays centraux du capitalisme qu'à partir de conditions de total écrasement, physique comme politique, de la classe ouvrière, ce qui n'est nullement le cas à l'heure actuelle (voir en particulier l'article "Fascisme et antifascisme : deux armes de la bourgeoisie contre le prolétariat" dans "RI" n° 208, janvier 1991).

A quoi sert alors tout ce battage assourdissant ? Quels sont les objectifs que poursuit la bourgeoisie en se livrant à cet énorme barouf ?

UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION IDEOLOGIQUE DIRIGEE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Il s'agit d'abord de dresser un formidable écran de fumée destiné à détourner au maximum l'attention des ouvriers des attaques féroces qu'ils subissent quotidiennement de plein fouet, et de l'ampleur des ravages de la crise économique, c'est-à-dire de leurs préoccupations centrales. Alors que la bourgeoisie - et, en première ligne, le gouvernement "socialiste" - leur cogne dessus à tour de bras, leur portant les attaques frontales et simultanées les plus massives depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, n'épargnant désormais plus aucun secteur du prolétariat, elle cherche à leur faire oublier la détérioration effroyable de l'ensemble de leurs conditions de vie.

Elle vient leur seriner ses couplets sur l'"abominable programme réactionnaire" du Front National, elle leur décrit les horreurs que constitueraient les mesures économiques et sociales de la fraction lepéniste au gouvernement, pour leur faire oublier la trop réelle et concrète misère qu'elle leur impose aujourd'hui.

En même temps, la bourgeoisie cherche à ramener le plus d'ouvriers possible sur le terrain de la défense de la démocratie et de ses institutions, en les poussant à désertier la défense de leurs intérêts de classe, à abandonner le terrain de la lutte ouvrière. Pour cela, en agitant l'épouvantail du "danger Le Pen", elle présente la lutte pour la démocratie comme la seule lutte possible et envisageable aujourd'hui.

La manoeuvre est d'une grande simplicité : il s'agit de persuader les ouvriers qu'il existe en fait deux catégories de bourgeois : les "bons" et les "méchants", les "démocrates" et les "ennemis de la liberté", qu'ils ont un choix obligatoire à faire, et qu'il faut évidemment protéger les premiers des odieuses menées des seconds.

Les ouvriers devraient donc se rallier aux "forces progressistes" pour "combattre les forces réactionnaires" dans le but de "sauver la démocratie en danger" qui, à défaut de pouvoir être présentée comme le bien suprême, est du moins mise en avant comme étant "le moins mauvais", le seul pour lequel il vaille la peine de se battre.

Cela permet en particulier à la bourgeoisie de tenter de rabattre les ouvriers sur le terrain des élections. Alors que le jeu électoral était de plus en plus fortement remis en question par la méfiance ouvrière ouverte vis-à-vis de tous les partis politiques, la bourgeoisie a constamment, tout au long de cette campagne électorale, accolé ses incitations à "accomplir son devoir civique" à la "nécessité de barrer la route au Front National".

Mais l'entreprise de la bourgeoisie ne s'arrête pas là. Non contente de chercher à rabattre les ouvriers sur ses partis "démocratiques", elle essaie de les ramener vers une fraction plus spécifique de son appareil politique : ses partis de gauche, et en particulier vers celui qui demeure encore le plus puissant, le PS. Plus que jamais, la bourgeoisie française a besoin de reconstruire une gauche respectable dans l'opposition afin qu'elle puisse assumer à nouveau sa fonction essentielle et traditionnelle d'encadrement des ouvriers. Cette nécessité est d'autant plus urgente que la bourgeoisie est parfaitement consciente que les attaques massives et frontales qu'elle porte déjà sur la classe ouvrière, et qu'elle devra intensifier demain, pousseront inévitablement les ouvriers vers des ripostes d'envergure sur leur terrain de classe.

La bourgeoisie est dès lors confrontée à une tâche prioritaire : redonner le plus rapidement possible un minimum de crédibilité à la gauche aux yeux des ouvriers, afin que celle-ci soit capable d'être présente sur le terrain social, face à ces luttes et au milieu d'elles pour pouvoir les encadrer et les saboter le plus efficacement possible, comme elle l'a toujours fait dans le passé.

Le thème de la "défense de la démocratie" et de l'"antifascisme", où ces fractions ont déjà fait leur preuve, lui offre le meilleur tremplin possible pour essayer d'attirer derrière la gauche le maximum d'ouvriers déboussolés. C'est pour cela que le PS en particulier se présente aujourd'hui comme "le meilleur rempart de la défense de la démocratie contre le fascisme", et qu'il se pose en fer de lance et en organisateur principal de toute cette campagne, en même temps qu'il s'attache déjà à se redonner un langage plus conforme à son image de marque traditionnelle "de gauche", et qu'on l'a vu afficher des "préoccupations nouvelles" qui se veulent "sociales". Il est par exemple significatif que l'extrémité et actuel député de Paris, Cambadélis, connu comme animateur d'un Front anti-Le Pen, déclare dans une interview au "Journal du Dimanche", le jour de la manifestation antiraciste du 25 janvier : "La lutte idéologique contre Le Pen doit s'accompagner d'un traitement politique, c'est-à-dire une éthique militante avec le retour de la gauche sur le terrain et une éthique de rassemblement. (...) Le PS doit mettre au centre de son action la préférence sociale."

QUELS SONT LES VRAIS DANGERS POUR LA CLASSE OUVRIERE DANS LA PERIODE ACTUELLE ?

De façon vitale, les ouvriers ne doivent absolument pas se laisser bernier par cette campagne et par toutes ces manœuvres. Ils doivent prendre garde qu'à travers elles, la bourgeoisie se prépare, fourbit ses armes pour les affronter demain, quand ils seront amenés à reprendre le chemin de leurs combats, sur leur propre terrain de classe.

Ils ne doivent pas oublier que ceux qui se présentent à nouveau comme leurs "amis" sont en fait leurs pires ennemis, pour pouvoir demain les rejeter et les combattre quand ceux-ci seront à nouveau à leurs basques pour tenter de pourrir leurs luttes de l'intérieur.

Ils ne doivent à aucun prix effacer de leur mémoire la politique anti-ouvrière que leur a fait subir la gauche au gouvernement, de toutes ces crapules qui auront encore le front de briguer auprès d'eux le titre de "partis ouvriers", tous ces si "bons démocrates" et en particulier ce "parti socialiste", qui, en onze ans, aura plus que doublé le nombre de chômeurs, organisé les plans de licenciements et les suppressions d'emploi dans tous les secteurs économiques, condamné à la misère des centaines de milliers d'ouvriers et attaqué les salaires, réduit les pensions et les indemnités de chômage, et aggravé les conditions de vie de toute la classe ouvrière.

Les ouvriers s'exposeraient à un danger mortel s'ils se laissaient à l'avenir dévoyer derrière la bourgeoisie sur le terrain de la défense la démocratie, s'ils se laissaient embrigader en dehors de la défense acharnée de leurs intérêts de classe, ils doivent se rappeler où les a menés dans le passé le fait de se laisser embarquer derrière la gauche sur le terrain de la démocratie, au nom de l'antifascisme : se faire massacrer, servir de chair à canon dans la guerre impérialiste.

YD

Le terrain électoral n'est pas celui de la classe ouvrière

■ Les résultats des dernières élections n'ont pas manqué de mettre en évidence les difficultés dans lesquelles se débat la bourgeoisie française :

- A gauche, le PS prend une gifle qui le ramène à 18 % des voix de l'électorat. Cette dégringolade est le produit de sa décrédibilisation générale, en particulier vis à vis de la classe ouvrière, et elle va se poursuivre au moins tant qu'il restera au pouvoir. Quant au PC, il s'enfonçait encore davantage (8 % des voix) et s'il ne s'écroule pas, c'est pour beaucoup grâce aux candidatures de ses "rénovateurs" qui, par ailleurs, ne sont pas en mesure d'infléchir la politique du parti. Ainsi, les forces de gauche, dont la fonction est de mystifier la classe ouvrière et de faire barrage au développement de ses luttes apparaissent considérablement affaiblies.

- A droite, les deux partis qui sont appelés à prendre la relève du PS au gouvernement (RPR et UDF) ne totalisent que 34 % des suffrages (auxquels il faut ajouter les voix des "divers droite"). Cela démontre qu'ils n'ont pas pu réellement se refaire dans l'opposition une image qui inspire confiance à leur électorat potentiel.

Cependant, malgré ces résultats, les élections régionales constituent un motif de satisfaction pour toutes les fractions de l'appareil politique de la bourgeoisie. Le taux de participation élevé les fait toutes pavoiser, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

L'examen de la participation dans les concentrations ouvrières, dont le taux est globalement le même que dans le reste du pays, met en évidence que les ouvriers se sont mobilisés pour aller voter, qu'ils ont été nombreux à se laisser piéger par la mystification électorale en cédant aux appels des différentes fractions de la bourgeoisie :

- afin que "surtout, ils ne s'abstiennent pas";
- "pour barrer la route au Front National", en votant pour les Verts, le PC ou le PS;
- pour exprimer un "vote de protestation vis-à-vis de la politique des socialistes", "sans soutenir la droite", et pour la "sauvegarde de l'environnement", en votant pour cela pour les Verts;

- pour exprimer son "rejet de la classe politique, des scandales", en votant pour le Front National;
- pour à la fois "barrer la route au Front National", "sanctionner la politique des socialistes" et "exprimer son attachement au vrai communisme", en votant pour les candidats trotskistes de Lutte Ouvrière...

Si l'on compare le taux de participation de cette échéance électorale à celle des années 80, on s'aperçoit qu'il ne confirme pas la tendance dégalée tout au long de ces années à une désaffection croissante du terrain bourgeois des urnes par les ouvriers, résultant de l'érosion de la mystification électorale sous les coups de la lutte de classe. Une telle faiblesse de l'abstention aujourd'hui s'explique par la force et l'ampleur de la campagne de la bourgeoisie en vue de la réduire le plus possible, dans un contexte où la classe ouvrière subit encore la désorientation consécutive à l'effondrement du stalinisme et aux campagnes de la bourgeoisie assimilant cet effondrement à la mort du communisme. Elle exprime en particulier la persistance dans la classe ouvrière de l'idée, qui résulte de cette désorientation, selon laquelle il n'y a pas d'alternative possible au capitalisme et que, tout aussi pourri soit-il, il n'y a pas d'autres solutions que de tenter de l'aménager.

La classe ouvrière doit se souvenir que, quel que soit le résultat des élections, elle n'a rien à y gagner, mais surtout que celles-ci constituent un moyen pour la bourgeoisie de la diviser, l'atomiser, lui faire quitter son terrain de classe. Dans la période qui vient, où la classe ouvrière va de nouveau devoir engager le combat contre les attaques, il lui faudra renouer avec cette tendance à se détourner du terrain électoral et même à le rejeter.

M.

PUBLICATIONS :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi
L'EFFONDREMENT DU STALINISME
20F + 6F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : **ISSN 0336 464 X**

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

LE CAPITALISME POURRISSANT MENACE LA SURVIE DE L'HUMANITE, IL FAUT LE DETRUIRE

Jamais dans toute l'histoire de l'humanité, la société n'a paru à ce point courir à sa propre perte, jamais elle n'a semblé comme aujourd'hui plonger inexorablement vers le néant, jamais elle n'est apparue aussi dénuée d'espoir, aussi incapable d'offrir une perspective d'avenir aux êtres humains, sinon celle, effrayante, de la plongée vers une barbarie sans limites.

■ La barbarie guerrière du capitalisme décadent est devenue désormais une réalité omniprésente. Ces deux dernières années, les guerres et les massacres n'ont cessé de remplir l'actualité quotidienne, et ce aux portes mêmes des grands pays développés, à quelques centaines de kilomètres du cœur industrialisé du capitalisme.

La misère et la faim sont devenues des fléaux qui concernent aujourd'hui des millions d'êtres humains. Non seulement le tiers-monde ne fait que plonger chaque jour un peu plus dans l'horreur absolue, décimant des populations entières, comme celle du continent africain, menacée de disparition par la famine, les épidémies comme le SIDA ou encore les massacres interethniques qui ravagent les régions les plus arriérées de ce continent, mais encore c'est au cœur même du capitalisme, dans l'Occident développé, là où il dispose de moyens technologiques les plus avancés et sophistiqués, que des franges de plus en plus larges de la population sont soumises à une paupérisation absolue, à l'exclusion et à la clochardisation, sans espoir de retrouver jamais une possibilité de s'intégrer dans la vie sociale.

Dans toute la moitié orientale du continent européen, l'effondrement des régimes de terreur stalinienne et leur remplacement par des équipes "démocratiques" sur le modèle occidental, au lieu d'apporter l'ère de "paix", de "prospérité" et de "liberté" promises, a vu au contraire s'accélérer de manière effrayante la misère, la pénurie, le manque total des produits de première nécessité et se déchaîner un chaos sanglant jetant les uns contre les autres les populations dans des affrontements nationalistes absurdes et irrationnels.

Cette barbarie qui se généralise, qui s'approfondit et qui de plus en plus vient toucher le centre développé du capitalisme fait éclater au grand jour la faillite totale d'un système qui est entré depuis la première guerre mondiale dans sa période de décadence (1). Cela signifie que depuis déjà près de 80 ans, le capitalisme se maintient en vie au prix de contradictions de plus en plus insurmontables et en générant des fléaux de plus en plus catastrophiques pour l'espèce humaine.

Mais aujourd'hui, la prolongation plus de sept décennies de ce déclin de la société capitaliste, l'accumulation des contradictions insurmontables de ce système en faillite ont débouché sur une situation qualitativement nouvelle. Non seulement la décadence du capitalisme atteint aujourd'hui un paroxysme jamais égalé dans l'histoire des sociétés de classe, mais celle-ci est désormais entrée dans ce qu'on peut appeler sa "phase ultime", celle de la décomposition.

UNE MANIFESTATION MAJEURE DE LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME : L'EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST

Un événement, plus que tout autre, a révélé l'ampleur de ce changement historique et des bouleversements gigantesques qu'il impliquait : l'effondrement spectaculaire, en quelques mois, d'un des deux blocs impérialistes qui se disputaient la domination du monde depuis plus de 40 ans. Avec l'écroulement du bloc de l'Est, c'est un pan entier de tout l'édifice capitaliste qui s'effondrait brutalement, sous le poids de ses propres contradictions, et ce ni sous les coups d'une guerre, ni sous ceux d'une révolution. Avec lui s'écroulait également avec fracas une des formes les plus caricaturales et les plus haïes prises par la domination capitaliste décadente : le stalinisme (2).

Cet événement, qui mettait fin à près d'un demi-siècle de tensions guerrières entre les deux blocs impérialistes de l'Est et de l'Ouest, allait, nous a-t-on dit, ouvrir une "nouvelle ère de paix et de stabilité dans le monde". Tout au contraire, loin d'atténuer la réalité impérialiste et militariste du capitalisme décadent, il a constitué un coup d'accélérateur phénoménal au déchaînement de celle-ci. Le monde est devenu en quelques mois le théâtre d'une intensification tous azimuts

des tensions militaires et des rivalités impérialistes entre tous les Etats. La disparition de la division du monde en deux blocs, qui jusque-là contraignait chaque Etat à se plier à la discipline de son "parrain" de tutelle pour résister à "l'ennemi commun", a rompu les digues qui retenaient les appétits impérialistes de tous les Etats, du plus petit au plus puissant. D'un bout à l'autre de la planète, qu'il s'agisse de l'immense territoire de l'ancien empire russe, du Moyen-Orient ou de l'Afrique, les conflits territoriaux et les rivalités nationalistes entre fractions bourgeoises se sont déchaînées dans un chaos ahurissant, où dominant le règne du "chacun pour soi", la haine nationaliste et le caractère totalement irrationnel des mobiles qui font s'entre-massacrer les camps en présence. Quant aux principales puissances du monde, les grands Etats "civilisés", américains, européens ou japonais, alliés d'hier, ils ont été les premiers et les plus actifs dans ce déchaînement du chacun pour soi. Six mois après la chute du mur de Berlin, l'éclatement de la "crise du Golfe" puis la monstrueuse boucherie déchaînée par la "tempête du désert" allaient révéler au grand jour l'ampleur des rivalités qui déchirent les principales puissances capitalistes mondiales (3). Depuis lors, les rivalités entre les "grands" n'ont pas cessé de s'exacerber, non seulement à travers le déchaînement d'une guerre commerciale et économique sans précédent, mais également sur le plan diplomatique et militaire, au point de devenir un des facteurs principaux de l'aggravation du chaos dans le monde. Ceci donne une idée de l'effroyable avenir que ce système nous promet si la dynamique barbare dont il est devenu synonyme poursuit sa logique jusqu'au bout.

UN MONDE SANS PERSPECTIVE

Ce qui caractérise cette décomposition, cette phase ultime de la décadence capitaliste, ce n'est pas seulement le niveau ahurissant atteint par la barbarie guerrière et par la misère sociale qu'engendre le maintien en vie du capitalisme. C'est sur tous les aspects de la vie sociale, tant sur les plans économiques que politiques et idéologiques, dans tous les rouages de la société, que la société capitaliste apparaît désormais comme un monde sans lendemain, privé de toute perspective.

Ainsi la série hallucinante des catastrophes "naturelles" causant des ravages considérables dans les populations du tiers-monde, détruisant des quartiers, des villes entières. Ainsi la multiplication ces dernières années, au cœur des métropoles industrielles, des accidents de trains, d'avions ou de centrales nucléaires, fauchant des centaines de vies humaines et que la bourgeoisie met sur le dos de "l'erreur humaine", alors que le responsable n'est autre qu'un système que la course aux profits et la concurrence pousse à économiser sur les dépenses de sécurité, à "rationaliser" les coûts de production à outrance. Il en est de même de l'effroyable développement de la pollution et de la destruction accélérée de l'environnement. A ce niveau, ce n'est plus seulement le cynisme et le peu de cas qu'a toujours fait le capitalisme de la vie humaine qui est en cause. Le niveau atteint par le pourrissement sur pied de ce système, l'impasse totale où il est acculé le poussent à ne mener plus qu'une politique au jour le jour, à ne réaliser recherches et investissements qu'au détriment, non seulement du futur de l'humanité, mais de son propre futur.

Mais cette décomposition se répercute aussi dans tous les aspects de la vie sociale à travers une décomposition idéologique où l'effondrement des valeurs de la classe dominante entraîne avec elles celui de toute valeur rendant possible la vie en société. On la retrouve non seulement dans les moeurs même de la classe dominante où la corruption et les scandales règnent en maître, mais dans le développement dans toutes les franges de la société du nihilisme, du "chacun pour soi" et de l'individualisme forcené, de la haine de l'autre et du désespoir. Il suffit de citer la montée depuis plusieurs années des suicides de jeunes, le raz-de-marée de la drogue, devenue un phénomène de masse où prédominent désormais les drogues "dures" touchant en priorité la jeunesse qui y cherche une fuite effrénée vers la folie et le suicide, mais encore la montée de la haine et de la xénophobie, le culte de la violence aveugle qui envahit les médias et toute la vie sociale, le développement de la criminalité et de la prostitution des enfants, la poussée des sectes religieuses et le rejet de

toute pensée cohérente et rationnelle. Toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective, au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme, même la plus illusoire.

POURQUOI CETTE SITUATION ?

Si la réalité de la faillite totale du capitalisme ne date pas d'aujourd'hui mais s'est exprimée tout au long de cette décadence dans une spirale infernale de crise-guerre mondiale-reconstruction-nouvelle crise encore plus grave, ces convulsions n'avaient pas jusqu'à présent donné lieu à un tel phénomène de pourrissement sur pied de la société.

La raison est à rechercher fondamentalement dans les conditions historiques nouvelles et inédites ouvertes par le resurgissement de la crise chronique du capitalisme à la fin des années 60. Lorsque cette crise ouverte resurgit, comme conséquence de l'épuisement de la phase de reconstruction d'après-guerre, se pose une nouvelle fois à l'humanité l'alternative historique : ou bien révolution prolétarienne mondiale ou bien une nouvelle guerre planétaire dont les conséquences ne sauraient être cette fois que la destruction pure et simple de l'humanité.

Mais contrairement à la crise des années 30, le fait nouveau est que la crise actuelle s'est développée à un moment où la classe ouvrière ne subissait plus la chape de plomb de la contre-révolution. Contrairement aux années 30, la crise sera dès 1968 le puissant stimulant au resurgissement sur la scène historique d'un démon que le capitalisme espérait avoir exorcisé pour toujours : le prolétariat. Durant vingt ans, celui-ci a été capable de développer ses combats de classe aux quatre coins de la planète, et ce faisant il n'a pas laissé les mains libres à la classe dominante pour apporter sa propre réponse à l'impasse de son économie : une troisième guerre mondiale.

En même temps, si le prolétariat a eu la force d'empêcher un tel aboutissement, par contre il n'a pas encore trouvé celle de renverser le capitalisme. Il n'est pas encore en mesure d'affirmer par des luttes révolutionnaires sa propre perspective historique : la destruction du capitalisme et son remplacement par une société sans classes.

Cependant, ce "blocage" momentané de l'alternative historique, où aucune des deux classes fondamentales et antagoniques de la société n'a été en mesure d'apporter sa propre réponse à la crise, ne signifie nullement que l'histoire se soit arrêtée. En effet, cette crise a poursuivi ses ravages. Les contradictions insurmontables du capitalisme n'ont cessé de s'aggraver, sans que nulle perspective, nulle issue n'apparaisse immédiatement à celles-ci. Une telle situation ne pouvait déboucher que sur un pourrissement sur pied du capitalisme.

C'est pour cela que la situation actuelle de crise ouverte se présente en des termes radicalement différents de ceux de la crise des années 30. Que cette dernière n'ait pas déterminé de phénomène de décomposition généralisé tel que nous le connaissons aujourd'hui ne résulte pas seulement du fait qu'elle n'a duré que 10 ans, ni même du fait que la décadence était encore "jeune". La non-apparition d'un tel phénomène résultait avant tout du fait que la bourgeoisie avait les mains libres pour imposer à la société sa propre réponse à la crise. Certes, cette réponse n'était autre qu'une fuite en avant dans la barbarie de la seconde guerre mondiale et elle ne représentait nullement une "solution" aux contradictions du capitalisme, mais elle a permis à la classe dominante de réorganiser tout son appareil économique, politique et idéologique autour de ce but et de mobiliser la société derrière cette perspective.

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes de Marx et Engels* (1847-52), des trois Internationales (*L'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *L'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *L'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.